



YouTube



Dimanche

6 août 2023

20 pages

No 583

Gratuit



Absent des rayons

Le riz 'ration' rationné

- « Mone gagne zis ene sachet, la osi ena bann ti bebet nwar ladan », témoigne Fariha

Parvez Dookhy



« Réforme :
Il faut que la cour
puisse sanctionner le
Speaker en cas d'abus »

The Eco Deer Park



Après la fête,
le désarroi...

Pénurie persistante

Plus d'une trentaine
de médicaments
indisponible dans les
hôpitaux

- Farhad Aumeer : « Le permis d'importation des médicaments doit être revu »

Manque d'enseignants au
troisième trimestre

Soondress
Sawminaden
préconise une
'Teacher's Service
Commission'

[Premier League]



Arsenal v/s Manchester City

Le championnat
redémarre !

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



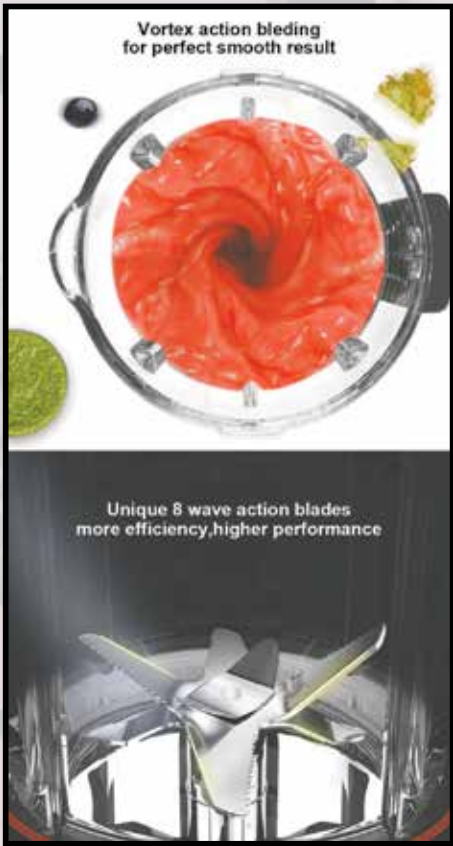
[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635



- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Absent des rayons

Le riz 'ration' rationné

• « Mone gagne zis ene sachet, la osi ena bann ti bebet nwar ladan », témoigne Fariha

Le constat est alarmant. Les étagères des supermarchés contenant le riz 'ration' sont vides. Dans les rares supermarchés qui en disposent encore, il est rationné à deux sachets par client, selon des témoignages que nous avons recueillis. D'après le directeur général de la 'State Trading Corporation' (STC), Rajiv Servansingh, cela serait dû au 'panic buying'. Il insiste sur le fait que l'organisme dispose d'un stock pour deux mois. « *Nou pe livré du riz ration mais nou pe pran nou précaution, nu pe livré li un peu moins* », fait-il comprendre.

L'une des raisons évoquées pour expliquer cette «pénurie» de riz ration est, premièrement, la décision de l'Inde d'interdire l'exportation de riz à long grain, et deuxièmement, les fournisseurs pakistanais sont en attente car, selon le directeur de la STC, les inondations en début d'année ont provoqué une baisse de productivité. Néanmoins, Rajiv Servansingh assure que toutes les démarches sont enclenchées au niveau de l'organisme qu'il dirige pour approvisionner l'île dans les plus brefs délais.

Le responsable d'un supermarché très connu dans la capitale témoigne du fait que le manque de riz 'ration' sur les étagères commence à se faire ressentir parmi les clients. « *Mo kone mo bann clients. Mo kone kisanla ki*

consomme sa plis, donc mo pe bizin livré maximum 2 sachets par clients, sa oci zis pu bann saki réguliers. Mo pa pe met lor l'étagère », affirme le gérant.

Du côté des clients, Fariha Ruhomally affirme devoir réajuster son budget. Elle qui consomme habituellement le riz 'ration', doit désormais se tourner vers d'autres alternatives pour ses repas. « *Mo pe bizin manz du pain complet aköz du riz basmati pli cher ek dan mo cas, mo bizin manz plis pu mo ventre rempli. Aste diriz basmati li débalance complètement mo budget. Dernier cout monn al pran commission, manager la inn dir vinn par derrier lerla linn livré mwa 1 sel sachet du riz ration. La oci saki monn gayne la, ena bann ti bebet nwar ladan* », dénonce-t-elle.

Arnaud, consommateur régulier de riz 'ration', déplore le fait qu'il n'y a pas de stock en cas d'urgence. « *Enn pei kuma moris, gouvernma ti bizin kone komier diri ration so population manze. Li bizin fer enn stock li garde. Ki arrivé si ena enn*



problem dan pei ki produire sa la, kuma nou pu fer, pa tou dimounn ki kav afford basmati. Nou travay gramatin pu manz tanto nou, gouvernema fer kumadir dimounn mizer la, li pa kass latet ek li. Zot pu pay sa bien cher prochain élections », déplore le maçon de 39 ans.

Un importateur de riz basmati parle, quant à lui, d'une hausse des prix du riz basmati. « *C'est la loi du marché et la pénurie de riz ration favorisera une hausse dans la vente des riz basmati à long grain, cet*

Eshan Juman : « La STC ne livre que 1000 sachets par jour »

Pour le député du Parti Travailleurs, Eshan Juman, la gestion du gouvernement est à déplorer. Lors d'une conférence de presse tenue le vendredi 4 août, il a abordé ce sujet. Selon le député de la circonscription no. 3, la STC ne livre que 1000 sacs de riz 'ration' par jour. Il rappelle qu'en mai dernier, il avait posé une question sur les stocks lors de la séance de questions parlementaires, et le ministre Callicurn avait répondu que la STC avait un stock pour deux mois.

Plus d'une trentaine de médicaments indisponible dans les hôpitaux

• Farhad Aumeer : « Le permis d'importation des médicaments doit être revu »

Un manque conséquent de médicaments est à déplorer dans les hôpitaux. Selon une liste en circulation dans milieux hospitaliers, il s'avère que plus d'une trentaine de médicaments est indisponible depuis le 30 juillet 2023. Parmi les médicaments qui font défaut, on peut citer l'Atorvastatine, le Paracetamol, l'Amoxicillin, l'Ibuprofen, l'Otrivin et l'Augmentin Tab, entre autres (voir liste plus loin). Ce qui pose problème aux patients qui sont contraints de se tourner vers les pharmacies du privé pour en acheter.

Le député du PTr, Farhad Aumeer, déplore cette pénurie persistante. Il explique qu'un manque temporaire ou occasionnel peut survenir, mais qu'il ne devrait jamais y avoir de pénurie permanente de médicaments essentiels dans les hôpitaux. Le député rouge affirme que le 'Committee of Needs' présent dans chaque hôpital,

l'Evaluation Committee' au ministère de la Santé et le 'Procurement' auraient dû collaborer pour pallier à ce manque, mais ce n'est pas le cas. Il y a une déficience totale de leur part, ce qui entraîne une rupture de médicaments dans les établissements hospitaliers. Il souligne qu'à l'heure actuelle, les personnes âgées vulnérables sont obligées d'acheter leurs médicaments dans les pharmacies privées, ce qui aggrave la situation pour les consommateurs qui sont déjà confrontés à l'augmentation du coût de la vie.

Farhad Aumeer déplore le fait que les permis d'importation de médicaments sont accordés à ceux qui sont bien vus au sein du ministère de la Santé. « *Parfois, les importateurs souhaitent importer certains médicaments en rupture de stock, mais comme le permis n'est pas accordé immédiatement, cela prend du temps* », dit-il.

En outre, il estime qu'il faudrait mettre en place un système de demande et d'approvisionnement au sein du ministère, et se pose donc la question de la demande réelle. Il affirme qu'il existe des statistiques dans chaque hôpital, que ce soit les centres de santé, les cliniques médicales, les centres de santé de quartier et autres établissements hospitaliers, où certains médicaments sont très demandés, et de manière quasi quotidienne.

A titre d'exemple, le député mentionne qu'il y a près de 15 000 naissances chaque année, et que chaque nouveau-né reçoit le vaccin contre la tuberculose

DRUGS NOT AVAILABLE AT CHS-AS HIGH	SUBSTITUTE AVAILABLE	REMARKS
1. Paracetamol 500mg tablets	1. Paracetamol 500mg tablets	1. No shortage in delivery system
2. Ibuprofen 400mg tablets	2. Ibuprofen 400mg tablets	2. No shortage in delivery system
3. Aspirin 100mg tablets	3. Aspirin 100mg tablets	3. No shortage in delivery system
4. Amoxicillin 500mg tablets	4. Amoxicillin 500mg tablets	4. No shortage in delivery system
5. Atorvastatin 20mg tablets	5. Atorvastatin 20mg tablets	5. No shortage in delivery system
6. Paracetamol 1000mg tablets	6. Paracetamol 1000mg tablets	6. No shortage in delivery system
7. Ibuprofen 600mg tablets	7. Ibuprofen 600mg tablets	7. No shortage in delivery system
8. Aspirin 300mg tablets	8. Aspirin 300mg tablets	8. No shortage in delivery system
9. Amoxicillin 250mg tablets	9. Amoxicillin 250mg tablets	9. No shortage in delivery system
10. Atorvastatin 40mg tablets	10. Atorvastatin 40mg tablets	10. No shortage in delivery system
11. Paracetamol 650mg tablets	11. Paracetamol 650mg tablets	11. No shortage in delivery system
12. Ibuprofen 200mg tablets	12. Ibuprofen 200mg tablets	12. No shortage in delivery system
13. Aspirin 75mg tablets	13. Aspirin 75mg tablets	13. No shortage in delivery system
14. Amoxicillin 1000mg tablets	14. Amoxicillin 1000mg tablets	14. No shortage in delivery system
15. Atorvastatin 10mg tablets	15. Atorvastatin 10mg tablets	15. No shortage in delivery system
16. Paracetamol 325mg tablets	16. Paracetamol 325mg tablets	16. No shortage in delivery system
17. Ibuprofen 100mg tablets	17. Ibuprofen 100mg tablets	17. No shortage in delivery system
18. Aspirin 150mg tablets	18. Aspirin 150mg tablets	18. No shortage in delivery system
19. Amoxicillin 500mg tablets	19. Amoxicillin 500mg tablets	19. No shortage in delivery system
20. Atorvastatin 20mg tablets	20. Atorvastatin 20mg tablets	20. No shortage in delivery system
21. Paracetamol 1000mg tablets	21. Paracetamol 1000mg tablets	21. No shortage in delivery system
22. Ibuprofen 600mg tablets	22. Ibuprofen 600mg tablets	22. No shortage in delivery system
23. Aspirin 300mg tablets	23. Aspirin 300mg tablets	23. No shortage in delivery system
24. Amoxicillin 250mg tablets	24. Amoxicillin 250mg tablets	24. No shortage in delivery system
25. Atorvastatin 40mg tablets	25. Atorvastatin 40mg tablets	25. No shortage in delivery system
26. Paracetamol 650mg tablets	26. Paracetamol 650mg tablets	26. No shortage in delivery system
27. Ibuprofen 200mg tablets	27. Ibuprofen 200mg tablets	27. No shortage in delivery system
28. Aspirin 75mg tablets	28. Aspirin 75mg tablets	28. No shortage in delivery system
29. Amoxicillin 1000mg tablets	29. Amoxicillin 1000mg tablets	29. No shortage in delivery system
30. Atorvastatin 10mg tablets	30. Atorvastatin 10mg tablets	30. No shortage in delivery system
31. Paracetamol 325mg tablets	31. Paracetamol 325mg tablets	31. No shortage in delivery system
32. Ibuprofen 100mg tablets	32. Ibuprofen 100mg tablets	32. No shortage in delivery system
33. Aspirin 150mg tablets	33. Aspirin 150mg tablets	33. No shortage in delivery system
34. Amoxicillin 500mg tablets	34. Amoxicillin 500mg tablets	34. No shortage in delivery system
35. Atorvastatin 20mg tablets	35. Atorvastatin 20mg tablets	35. No shortage in delivery system
36. Paracetamol 1000mg tablets	36. Paracetamol 1000mg tablets	36. No shortage in delivery system
37. Ibuprofen 600mg tablets	37. Ibuprofen 600mg tablets	37. No shortage in delivery system
38. Aspirin 300mg tablets	38. Aspirin 300mg tablets	38. No shortage in delivery system
39. Amoxicillin 250mg tablets	39. Amoxicillin 250mg tablets	39. No shortage in delivery system
40. Atorvastatin 40mg tablets	40. Atorvastatin 40mg tablets	40. No shortage in delivery system
41. Paracetamol 650mg tablets	41. Paracetamol 650mg tablets	41. No shortage in delivery system
42. Ibuprofen 200mg tablets	42. Ibuprofen 200mg tablets	42. No shortage in delivery system
43. Aspirin 75mg tablets	43. Aspirin 75mg tablets	43. No shortage in delivery system
44. Amoxicillin 1000mg tablets	44. Amoxicillin 1000mg tablets	44. No shortage in delivery system
45. Atorvastatin 10mg tablets	45. Atorvastatin 10mg tablets	45. No shortage in delivery system
46. Paracetamol 325mg tablets	46. Paracetamol 325mg tablets	46. No shortage in delivery system
47. Ibuprofen 100mg tablets	47. Ibuprofen 100mg tablets	47. No shortage in delivery system
48. Aspirin 150mg tablets	48. Aspirin 150mg tablets	48. No shortage in delivery system
49. Amoxicillin 500mg tablets	49. Amoxicillin 500mg tablets	49. No shortage in delivery system
50. Atorvastatin 20mg tablets	50. Atorvastatin 20mg tablets	50. No shortage in delivery system
51. Paracetamol 1000mg tablets	51. Paracetamol 1000mg tablets	51. No shortage in delivery system
52. Ibuprofen 600mg tablets	52. Ibuprofen 600mg tablets	52. No shortage in delivery system
53. Aspirin 300mg tablets	53. Aspirin 300mg tablets	53. No shortage in delivery system
54. Amoxicillin 250mg tablets	54. Amoxicillin 250mg tablets	54. No shortage in delivery system
55. Atorvastatin 40mg tablets	55. Atorvastatin 40mg tablets	55. No shortage in delivery system
56. Paracetamol 650mg tablets	56. Paracetamol 650mg tablets	56. No shortage in delivery system
57. Ibuprofen 200mg tablets	57. Ibuprofen 200mg tablets	57. No shortage in delivery system
58. Aspirin 75mg tablets	58. Aspirin 75mg tablets	58. No shortage in delivery system
59. Amoxicillin 1000mg tablets	59. Amoxicillin 1000mg tablets	59. No shortage in delivery system
60. Atorvastatin 10mg tablets	60. Atorvastatin 10mg tablets	60. No shortage in delivery system
61. Paracetamol 325mg tablets	61. Paracetamol 325mg tablets	61. No shortage in delivery system
62. Ibuprofen 100mg tablets	62. Ibuprofen 100mg tablets	62. No shortage in delivery system
63. Aspirin 150mg tablets	63. Aspirin 150mg tablets	63. No shortage in delivery system
64. Amoxicillin 500mg tablets	64. Amoxicillin 500mg tablets	64. No shortage in delivery system
65. Atorvastatin 20mg tablets	65. Atorvastatin 20mg tablets	65. No shortage in delivery system
66. Paracetamol 1000mg tablets	66. Paracetamol 1000mg tablets	66. No shortage in delivery system
67. Ibuprofen 600mg tablets	67. Ibuprofen 600mg tablets	67. No shortage in delivery system
68. Aspirin 300mg tablets	68. Aspirin 300mg tablets	68. No shortage in delivery system
69. Amoxicillin 250mg tablets	69. Amoxicillin 250mg tablets	69. No shortage in delivery system
70. Atorvastatin 40mg tablets	70. Atorvastatin 40mg tablets	70. No shortage in delivery system
71. Paracetamol 650mg tablets	71. Paracetamol 650mg tablets	71. No shortage in delivery system
72. Ibuprofen 200mg tablets	72. Ibuprofen 200mg tablets	72. No shortage in delivery system
73. Aspirin 75mg tablets	73. Aspirin 75mg tablets	73. No shortage in delivery system
74. Amoxicillin 1000mg tablets	74. Amoxicillin 1000mg tablets	74. No shortage in delivery system
75. Atorvastatin 10mg tablets	75. Atorvastatin 10mg tablets	75. No shortage in delivery system
76. Paracetamol 325mg tablets	76. Paracetamol 325mg tablets	76. No shortage in delivery system
77. Ibuprofen 100mg tablets	77. Ibuprofen 100mg tablets	77. No shortage in delivery system
78. Aspirin 150mg tablets	78. Aspirin 150mg tablets	78. No shortage in delivery system
79. Amoxicillin 500mg tablets	79. Amoxicillin 500mg tablets	79. No shortage in delivery system
80. Atorvastatin 20mg tablets	80. Atorvastatin 20mg tablets	80. No shortage in delivery system
81. Paracetamol 1000mg tablets	81. Paracetamol 1000mg tablets	81. No shortage in delivery system
82. Ibuprofen 600mg tablets	82. Ibuprofen 600mg tablets	82. No shortage in delivery system
83. Aspirin 300mg tablets	83. Aspirin 300mg tablets	83. No shortage in delivery system
84. Amoxicillin 250mg tablets	84. Amoxicillin 250mg tablets	84. No shortage in delivery system
85. Atorvastatin 40mg tablets	85. Atorvastatin 40mg tablets	85. No shortage in delivery system
86. Paracetamol 650mg tablets	86. Paracetamol 650mg tablets	86. No shortage in delivery system
87. Ibuprofen 200mg tablets	87. Ibuprofen 200mg tablets	87. No shortage in delivery system
88. Aspirin 75mg tablets	88. Aspirin 75mg tablets	88. No shortage in delivery system
89. Amoxicillin 1000mg tablets	89. Amoxicillin 1000mg tablets	89. No shortage in delivery system
90. Atorvastatin 10mg tablets	90. Atorvastatin 10mg tablets	90. No shortage in delivery system
91. Paracetamol 325mg tablets	91. Paracetamol 325mg tablets	91. No shortage in delivery system
92. Ibuprofen 100mg tablets	92. Ibuprofen 100mg tablets	92. No shortage in delivery system
93. Aspirin 150mg tablets	93. Aspirin 150mg tablets	93. No shortage in delivery system
94. Amoxicillin 500mg tablets	94. Amoxicillin 500mg tablets	94. No shortage in delivery system
95. Atorvastatin 20mg tablets	95. Atorvastatin 20mg tablets	95. No shortage in delivery system
96. Paracetamol 1000mg tablets	96. Paracetamol 1000mg tablets	96. No shortage in delivery system
97. Ibuprofen 600mg tablets	97. Ibuprofen 600mg tablets	97. No shortage in delivery system
98. Aspirin 300mg tablets	98. Aspirin 300mg tablets	98. No shortage in delivery system
99. Amoxicillin 250mg tablets	99. Amoxicillin 250mg tablets	99. No shortage in delivery system
100. Atorvastatin 40mg tablets	100. Atorvastatin 40mg tablets	100. No shortage in delivery system

à l'âge de trois mois. Le calcul est simple : le gouvernement doit faire venir environ 18 000 vaccins. S'ils ne sont pas disponibles chez un importateur, on aurait pu en envisager d'autres capables d'importer ces vaccins. « *Il doit y avoir une planification pour éviter ces problèmes de pénurie. Le permis d'importation des médicaments doit être revu* », conclut-il.

The Eco Deer Park

Après la fête, le désarroi...

La scène est surréaliste. Des carcasses de cerfs, abattus par balles et dévorés par des chiens errants, ainsi qu'un chassé, celui de l'association 'The Eco Deer Park', laissé à l'abandon, alors qu'il est sous le contrôle des autorités et la surveillance de la force policière. La responsabilité du chassé tombe sous le ministère de l'Agro-Industrie, qui doit l'entretenir jusqu'à ce que l'enquête aboutisse, après la résiliation du contrat de l'association 'The Eco Deer Park' en mars dernier, suite aux allégations du lanceur d'alerte Keegan Etwaroo. Celui-ci a dénoncé des pots-de-vin de Rs 3 millions versés à Maneesh Gobin, ministre de l'Agro-Industrie et Attorney General.

En plus du fait que ce terrain de chasse, géré par Shaan Kumar Choolun, accusé de blanchiment d'argent et d'être un prête-nom à Franklin, devrait être sous le contrôle des autorités compétentes, un massacre s'y déroule au vu et au su de tout le monde. Des images circulent sur la messagerie 'Whatsapp', montrant des cerfs abattus par des braconniers et dévorés par des chiens errants, ce qui interpelle les gestionnaires des terrains de chasse avoisinants. Des gardiens en poste disent avoir entendu plusieurs coups de feu tirés.

Le gestionnaire de l'association 'Eco Deer Park' avait pourtant formulé une demande pour que les 300 cerfs et 100 faons lui soient rendus, ainsi que son matériel, sur le terrain de chasse Dayot et Mangin. Depuis sa remise en liberté conditionnelle en avril, Shaan Kumar Choolun, alias Mithun, en a fait la demande. Même si l'ICAC et la police lui ont donné le feu



vert, il s'avère que c'est le ministère de l'Agro-Industrie qui lui mettrait des bâtons dans les roues. Le ministère de Maneesh Gobin laisserait délibérément ce massacre perdurer, selon une source bien informée du département Bois et Forêts.

Selon l'avocat de Shaan Kumar Choolun, Me Yash Badhain, lors d'une descente des limiers de l'ICAC sur le site pour une reconstitution des faits, du matériel aurait disparu du site. « Ena 2 van SMF surplace 24/24, la oci ena braconnier pe rentrer ek pe touiyy tou cerfs, bois et foret, ICAC ek lapolis inn fini donn feu vert, mais c'est juste ministère Maneesh Gobin ki pas pe donn autorisation. Mo client depi 2 mois pe rest rod zot em, Permanent Secretary pe fer kumadir li pa tander, monn



mem deranze al get li dans so biro, li pa finn recevoir mwa, entre-temps c'est enn massacre ki pe deroule ek sa bann zanimala laba », martèle-t-il, avant d'ajouter que son client, Shaan Kumar Choolun, est très attristé par ce qui se passe avec ses animaux. « C'est un crime ! », clame l'avocat.

Cruauté envers les animaux Arvin Boolell évoque l'Animal Welfare Act'

Lors de la conférence de presse du PTr vendredi, Arvin Boolell a évoqué une violation de l'Animal Welfare Act', concernant ce qui se passe sur le terrain de chasse de Dayot et Mangin. Selon lui, le ministre Maneesh Gobin et le PPS Rajanah Daliah doivent impérativement démissionner.

Le chef de file du PTr déplore également la légèreté et le laxisme de l'ICAC concernant ce dossier en particulier. D'après lui, l'organisme aurait dû appeler le PPS Daliah pour fournir des explications concernant des 'bribes money' et le 'Stag and Black Label Party' sur ce terrain de chasse, près du lac sacré de Grand-Bassin, en plein confinement.

« Si l'ICAC deblok sa l'enquête la, pu bizin ena enn eleksyon partiel dans numéro 7 car ce sont des escrocs dénoncés ! », dit Arvin Boolell.

Emploi fictif

Yogida Sawmynaden plaidera-t-il coupable ou pas en Cour demain ?

L'ancien ministre du Commerce, Yogida Sawmynaden, sera en Cour intermédiaire ce lundi 7 août pour répondre à deux charges formelles, soit 'Forgery of private writing' et 'Making use of forged private writing' sous l'article 108 du code pénal. Cela dans l'affaire désormais connue 'Constituency Clerk'. Toute cette affaire a commencé le 8 décembre 2020, en pleine enquête judiciaire sur la mort de Soopramanien Kistnen. Sa veuve, Simla Kistnen, accompagnée des avocats du groupe Avengers, s'était rendue à l'Independent Commission Against Corruption (ICAC) pour porter plainte contre Yogida Sawmynaden. Elle avait allégué qu'elle était officiellement employée comme 'Constituency Clerk' du député de la circonscription no. 8. Sauf qu'elle n'était pas au courant de cet emploi, ni n'avait perçu de rémunération.

C'est après avoir fait une demande auprès de la 'Mauritius Revenue Authority' (MRA) pour bénéficier du 'Self Employed Assistance Scheme' (SEAS) durant le premier confinement lié à la Covid-19 qu'elle avait appris la nouvelle. Sa demande avait été rejetée parce qu'elle était officiellement employée auprès de Yogida Sawmynaden comme 'Constituency Clerk'. Choquée, elle n'avait rien pu faire à cette époque. C'est après la mort de son mari Soopramanien Kistnen, qu'elle en a finalement fait part à ses hommes de loi qui lui ont alors conseillé de rapporter l'affaire à l'ICAC et au CCID. L'ICAC n'ayant pas les moyens d'enquêter sur cette affaire, c'est donc la police qui a pris le relais. Simla Kistnen a d'ailleurs été entendue à de nombreuses reprises à titre de témoin.

Yogida Sawmynaden a également été entendu à plusieurs reprises aux Casernes centrales, et cela 'Under Warning' et en présence de ses hommes de loi, Mes. Raouf Gulbul et Mamad Boccus. Mais il n'a jamais été inquiété outre mesure, et n'a pas été arrêté. En novembre dernier, le Directeur des Poursuites Publiques (DPP) aurait même demandé à la police de procéder avec une inculpation provisoire. Mais la police a fait fi de cette recommandation et n'a rien fait en ce sens. À chaque fois que Yogida Sawmynaden s'est rendu aux Casernes centrales, ses hommes de loi ont soulevé des points de droit, lui permettant ainsi de ressortir les mains libres. Mais le 22 juillet dernier, le DPP a décidé de procéder avec deux accusations formelles de 'Forgery of private writing' et 'Making use of



forged private writing' sous l'article 108 du code pénal.

A l'appel de l'affaire devant la Cour intermédiaire ce lundi, la charge sera lue à Yogida Sawmynaden qui devra faire savoir à la Cour s'il compte plaider coupable ou non-coupable.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Aveugle/s

« Sur quoi se base-t-on quand on parle de l'impopularité du gouvernement ? Sur ce que dit l'opposition ». C'est ce qu'a soutenu le ministre Joe Lesjongard, également président du MSM, dans un entretien accordé au Défi Plus hier, samedi 5 août 2023. Dans sa tête donc, le gouvernement n'est pas impopulaire, mais c'est l'opposition qui fait de la démagogie. Rafrâchissons sa mémoire et rappelons-lui ce qu'ont dit des instances internationales contre les pratiques commises ou tolérées par le présent gouvernement.

- « Elle (ndlr : l'opposition) avance que nous sommes un pays anti-démocratique », dit Joe Lesjongard. Le ministre et président du MSM n'a sans doute pas entendu parler du rapport V-Dem. Après avoir placé Maurice sur la liste des pays en voie d'autocratisation en 2021 et 2022, cet institut suédois a carrément affirmé que la démocratie ne tient plus qu'à un fil dans son rapport 2023, publié en mars dernier. Peut-être devrait-on lui en envoyer une copie ?
- D'ailleurs, dans le cas de Yogita Baboo, que Joe Lesjongard n'a pas évoqué, mais qui fait la Une de l'actualité, en rendant le gouvernement et ses nominés politiques encore plus impopulaires et donnant l'image d'un pays anti-démocratique, Paddy Crumlin, président de l'ITF (International Transport Workers' Federation), a dit ceci : « Mauritius cannot claim to be a modern democratic republic while it is allowing large employers to run a roughshod over basic worker and human rights ». Le ministre a intérêt à en prendre bonne note.
- « Je ne m'en fais pas pour la liberté d'expression à Maurice », soutient le ministre et président du MSM. Il devait pourtant. Parce qu'il n'y a pas que l'opposition ou une section de notre presse qui dénonce le rétrécissement de ce droit fondamental, mais aussi parce que Reporters Sans Frontières (RSF) a dénoncé une hausse des attaques en ligne contre des journalistes. Surtout quand ces attaques sont attribuées à des proches du pouvoir, et qui semblent bénéficier d'une certaine impunité.
- « We believe that the proposed amendments present a threat to human rights - specifically, the rights to privacy and freedom of expression including press freedom - of the people of Mauritius [...] this consultation paper represents a worrying trend in the country, coming as it does on the heels of 2018 revisions to the ICT Act which criminalized additional categories of online speech ». C'est ce qu'avait écrit une cinquantaine d'organisations internationales dans un document adressé à l'ICTA après le fameux 'Consultation Paper' qu'il avait proposé en mai 2021, et contraignant le gouvernement à abandonner ce projet largement contesté.
- On peut aussi ajouter à cette liste le rappel à l'ordre, en mai 2022, du Fonds Monétaire International (FMI) concernant la gestion de la Banque de Maurice (BoM). Alors que le ministre Joe Lesjongard se targue d'avoir eu les félicitations des instances internationales pour sa gestion des affaires, liées surtout à la pandémie Covid-19, l'Article IV a surtout déploré le fait que « BOM's ownership of the MIC weigh on the BOM's independence and blur the separation of monetary and fiscal policies. In addition, the MIC competes with the financial sector for some profitable projects ».

Bref, l'impopularité du gouvernement ne repose pas sur ce que dit l'opposition, mais sur ses propres actions. Des actions souvent revanchardes, irréfléchies, arbitraires, injustifiées, anticonstitutionnelles et anti-démocratiques. Ce qui met en péril non seulement notre démocratie et notre économie, mais aussi l'image du pays à l'international. Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, dit-on.

UP

Zinfos Moris



Le paysage médiatique se rétrécit. Le site d'informations Zinfos Moris, basé à La Réunion, mais calqué sur l'actualité mauricienne, a tiré sa révérence le lundi 31 juillet 2023. Bilan : plus de 40 000 articles rédigés en cinq ans et demi d'existence. Ce qui a valu « un travail intense et sans relâche » afin de « mettre en lumière l'actualité mauricienne sans aucune censure », selon les responsables du site.

C'EST ÉCRIT

« I am not worried about the dirty tricks and money politics of the MSM. We know what to expect. We are already seeing the fake news. It's a sign of panic! The Judas and funders are already at work preying on the weaknesses of some of our colleagues and desperately promising the moon and stars. But the vast majority of voters have already made up their mind. The wind of change is blowing ».

Reza Uteem
L'express – 03.08.2023



A ÉTÉ DIT



« Le public pa kontan quand fer dominère. Si le public pensé seki pe arrivé contre Dr Ramgoolam, c'est ene acte de domination par l'État, li kapave gagne beaucoup de sympathie du public [...] li pe paret ki pé fer tou pou empes li vine kom ene challenger contre le Premier ministre actuel ».

Anil Gayan
Top FM – 02.08.2023

DOWN

La STC

Carburants toujours aussi chers, pénurie de riz ration, le ciment qui se fait toujours attendre... La STC semble être prise dans la mélasse. Cet organisme visant œuvrer en faveur des consommateurs fait exactement le contraire de sa mission. Et ce sont, hélas, les consommateurs qui en paient le prix fort de son incompétence.



Dans les coulisses...

À la pêche aux intox

Ce ministre décrié pour sa gestion scandaleuse des dossiers tenterait par tous les moyens de chercher la petite bête pour nuire à un député de l'opposition. Il serait ainsi à la pêche aux infos, ou plutôt aux intox, pour pouvoir déverser sa bile sur ce dernier qui a, lui, pris connaissance de la machination du ministre avec un certain amusement.

Parvez Dookhy

« Dans le cadre d'une réforme, il faut que la cour puisse sanctionner le Speaker en cas d'abus »



Constitutionnaliste et membre du Ralliement Citoyen pour la Patrie (RCP), Parvez Dookhy, en visite au pays, passe en revue la situation politique et fait, dans la même foulée, certaines propositions pour renforcer la démocratie.

■ Zahirah RADHA

établir les faits de manière à ce que la personne puisse être jugée.

Q : Vous remettez donc en cause l'efficacité de la police ?

Son efficacité et aussi son incapacité à faire des enquêtes. Tout comme dans les récentes affaires...

Q : La corruption étant l'un des dossiers où vous souhaitez voir des mesures urgentes, quelle analyse faites-vous de l'absence d'enquête ou de convocation de deux membres du gouvernement, soit un ministre et un PPS, dont les noms ont été cités dans l'affaire connue désormais comme le 'Stag Party' ?

Encore une fois, la police a été incapable de faire une enquête...

Q : Incapable parce qu'il s'agit de deux membres du gouvernement ?

Il y a deux facteurs qui doivent être pris en compte. D'abord, l'incapacité de la police à faire des enquêtes. Et ensuite, la politisation de la police et de l'organe chargé d'enquêter dans les cas de corruption, en l'occurrence l'ICAC. Il ne faut pas oublier que le directeur de l'ICAC est nommé par le Premier ministre en toute discrétion. Le Commissaire de police est aussi nommé sous contrat apparemment. Ce qui expliquerait sa soumission apparente au gouvernement en place.

Lorsque ces deux institutions échouent dans leur rôle, on réclame, très souvent à Maurice, une commission d'enquête pour établir la vérité. Celle-ci est présidée par un juge ou un ancien juge qui mène l'enquête et qui rédige ensuite un rapport. Mais n'oubliez pas que c'est le Premier ministre qui choisit le président des commissions d'enquête.

C'est pour cela que moi je propose qu'il y ait plutôt un juge d'instruction, surtout en matière de lutte contre la corruption, de trafic de drogue ou de crime de sang. La différence, c'est que c'est alors le judiciaire qui décide du choix du

juge d'instruction.

Q : Ce qui amènera plus d'indépendance...

Plus d'indépendance, mais aussi plus d'efficacité. D'ailleurs, à Maurice, on ne voit d'efficacité que lorsqu'il y a des commissions d'enquête.

Q : Mais faut-il encore que le Premier ministre se décide à mettre en application toutes les recommandations, n'est-ce pas ?

Tout à fait. C'est pour cela qu'il vaut mieux basculer dans le système de juge d'instruction où c'est le judiciaire, ou la 'Judicial and Legal Service Commission' (JLSC) qui nomme le juge d'instruction. Il y a un nombre considérable d'enquêtes non-abouties à Maurice. Il faut trouver une solution. Ce sont des questions qu'il faut absolument aborder dans le cadre d'une alternative.

Q : Une autre personnalité controversée chez nous est le Speaker. Comment évaluez-vous sa performance ?

Je dois préciser qu'avant 1996, le Speaker était choisi parmi les députés. Il avait donc une légitimité démocratique. Aujourd'hui malheureusement, le Speaker n'a pas cette légitimité démocratique face à des représentants de la nation que sont les députés. Nous avons maintenant une assemblée nationale et non législative. Ce qui sous-entend que les députés ne représentent pas seulement leurs circonscriptions, mais tout le pays au niveau national. Si ce Speaker sanctionne à outrance, c'est parce qu'il est motivé par des raisons politiques. Il a été choisi par la majorité pour justement la protéger. Le système a été complètement perverti.

Q : La résidence officielle du Speaker est aussi très contestée. Croyez-vous qu'il est judicieux dans le contexte actuel de dépenser Rs 24 millions pour un appartement qui ne servira probablement pas à grande chose ?

Q : Quel constat faites-vous de la situation actuelle à Maurice ?

Je constate qu'on est déjà en campagne pré-électorale. La présente législature expire en novembre 2024. Je suppose que le gouvernement tentera ainsi d'aller jusqu'au bout de son mandat, ou sinon légèrement avant, soit, selon moi, jusqu'en août ou septembre 2024.

Q : Au-delà de la situation politique, comment trouvez-vous l'évolution du climat social ?

L'usure gagne le gouvernement qui est au pouvoir depuis 2014. Il avait fait beaucoup de promesses. Certaines choses ont changé, d'autres pas du tout. Il y a même eu une détérioration en ce qui concerne le fonctionnement des institutions. Face à l'usure du régime, l'Opposition doit se reconstruire pour redonner un nouveau souffle au pays. Je pense que c'est dans cet objectif que les trois grands partis, à savoir le PTr, le MMM et le PMSD, se sont réunis. Il faut maintenant voir comment les choses évoluent.

J'invite cette alliance à formuler un programme sérieux et crédible, au-delà des simples annonces. Hélas, souvent à Maurice, on ne s'arrête qu'à la formulation de certaines idées. L'enjeu est encore plus grand à présent parce qu'il y a de sérieux problèmes qui affectent le pays. La lutte contre la corruption, le combat contre le trafic de drogue et le fonctionnement des institutions sont trois grands chantiers auxquels les trois partis qui aspirent à une vraie alternative doivent se pencher pour proposer des réformes en profondeur.

Q : Qu'est-ce qui cloche dans combat actuel que dit mener le gouvernement contre la drogue ?

La police procède régulièrement à des arrestations spectaculaires et grandement médiatisées. En termes d'efficacité de l'enquête cependant, cela laisse à désirer, car souvent, les personnes arrêtées ne sont finalement pas condamnées. Les cas n'aboutissent pas, étant rayés en Cour. Ce qui veut dire que la police ne peut pas, dans ces cas,

Effectivement, dans le contexte qu'on évoque, c'est tout-à-fait illégitime pour un non-élu, surtout très contesté, d'avoir une résidence officielle. Cela interpelle. Mais théoriquement parlant, le Speaker doit, selon moi, avoir droit à une résidence officielle puisqu'il a une fonction diplomatique, surtout dans le cadre des relations internationales où il peut être appelée à recevoir des délégués étrangers.

Q : Théoriquement peut-être, mais en pratique, l'actuel Speaker ne fait-il pas plus de mal à l'image du pays au niveau international ?

Tout à fait. Il y a visiblement eu un recul de la démocratie parlementaire sous sa présidence, que ce soit dans la façon dont il mène travaux ou expulse des députés de l'opposition, dans son comportement, ou même sa façon de s'adresser. Il fait honte au pays. Je dis oui pour une résidence officielle pour le Speaker, mais pas pour celui-là.

Q : Que préconisez-vous pour la nomination du Speaker ?

J'estime qu'on doit retourner à l'ancien système où le Speaker est nommé parmi les députés. Il serait donc un élu, et non un nommé politique. Il aurait ainsi plus d'autorité et pourrait s'imposer face à ses collègues. Par exemple, quand c'est le 'Deputy Speaker' qui préside les travaux, l'ambiance est nettement plus calme. Pas seulement sous l'actuel mandat, mais sous le précédent mandat, c'était pareil lorsque c'était le 'Deputy Speaker' qui présidait les travaux. On pourra arguer que le 'Deputy Speaker' ne préside les travaux que lorsqu'il n'y a pas de sujets polémiques. Ce qui est vrai. Mais il faut aussi reconnaître qu'il y a plus d'adhésion et de civilité quand c'est un élu qui assume la présidence de la Chambre. Or actuellement, il y a une confrontation entre le Speaker non-élu et les élus, surtout ceux de l'opposition.

Q : Mais un Speaker choisit parmi la majorité gouvernementale ne peut-il pas faire tout autant preuve de partialité et de parti pris ?

Pour que le Speaker soit davantage impartial, il faut que la Cour suprême, plus précisément un juge en chambre, puisse le sanctionner en cas de faux pas.

Q : Cela ne remettrait-il pas en cause le principe de la séparation des pouvoirs ?

La justice est là pour sanctionner et l'exécutif et le législatif. Par exemple, le judiciaire peut

trancher s'il juge qu'une loi est anticonstitutionnelle. Le judiciaire est là pour contrôler tous les excès. Si le Speaker ou la majorité parlementaire prend des mesures excessives, le judiciaire doit pouvoir intervenir. D'ailleurs, les débats sont enregistrés. Ce qui fait qu'un juge en chambre pourrait trancher très rapidement, car il n'y aurait pas lieu d'établir les faits. Il pourrait, ainsi, juger si un tel acte mérite ou telle sanction ou pas. Cela préviendrait des abus concernant les suspensions par le Speaker mais aussi par la majorité lorsqu'il s'agit de la durée des sanctions. Il faut souligner que la situation serait encore plus grave lorsque c'est le leader de l'Opposition qui est expulsé ou suspendu du Parlement, d'autant plus qu'il ne peut être remplacé au Parlement. Les PNQs ne pourraient alors pas être posées.

Q : Qu'en est-il du rôle du Président de la République ? Ne peut-il pas, en tant que garant de la Constitution, rappeler le Speaker à l'ordre quant à ses responsabilités constitutionnelles ?

Sur le plan constitutionnel, le Speaker n'est pas soumis au Président. Et d'ailleurs, pour la présidence de la République, c'est la même chose. Le Premier ministre a choisi quelqu'un qui ne lui ferait pas d'ombre. Or, le Président est aussi le chef d'état. Il représente donc l'autorité suprême du pays. Il nous faut ainsi un Président qui a l'autorité de ses fonctions. Il faut qu'il soit élu, soit directement par le peuple ou indirectement par le peuple, plus précisément à travers des députés, conseillers municipaux, de districts ou de villages.

Q : En tant que constitutionnaliste, quelle lecture faites-vous du conflit entre le Commissaire de police et le DPP ?

La police est chargée de faire l'enquête alors que c'est le DPP qui prend ensuite le relais pour soutenir l'accusation devant le magistrat ou le juge. Je suppose que le conflit actuel est soulevé parce que le DPP ne veut pas soutenir des enquêtes mal faites. D'où le désir de la police de choisir son propre avocat pour les cautionner. Il convient de souligner qu'avant que le poste de DPP ne soit créé, il y avait un procureur qui avait, lui, un droit de regard sur l'enquête de la police et il pouvait même

lui donner des directives. Ce qui n'existe plus dans l'actuel système avec le DPP. Ce qui nous ramène à la nécessité d'avoir une police plus efficace. Il faut que le DPP, dans le cadre d'une enquête policière, puisse avoir un droit de regard et donner une certaine orientation à la police dans le but d'assurer que ses enquêtes soient bien ficelées.

Q : Le recours aux services légaux du privé, au-delà du fardeau additionnel qu'il met sur le budget de la police, ne comporte-t-il pas d'autres risques ?

Évidemment. Il y a d'abord le coût, mais il y a aussi le choix de l'avocat et la question de confidentialité. Il s'agit là d'informations sensibles et confidentielles qui seront

avocat, elle peut, dans le cadre d'un procès, demander au juge ou au magistrat d'intervenir comme l'ami de la Cour.

Q : C'est-à-dire ?

Dans un procès, il y a deux parties : la défense et la poursuite. Une autre partie, qui a un intérêt quelconque dans une affaire, peut demander au juge la permission de pouvoir intervenir dans ce procès en tant qu'ami de la Cour, connu comme *amicus curiae*.

Q : Cela existe-t-il dans notre système ?

Oui, il existe dans tous les systèmes, y compris à Maurice. Mais cela relève bien entendu de la discrétion du juge.



traitées par des avocats qui ne sont pas des fonctionnaires. Cela peut soulever des interrogations, même si les avocats sont tenus à respecter la confidentialité.

Le plus gros problème cependant, c'est que si la police commence à incarner l'autorité de poursuite et supprime le DPP, il y aura des risques de dérapages. Hypothétiquement, des opposants politiques pourraient alors être poursuivis par la police dans le cadre d'une persécution politique, alors qu'actuellement, même si la police ouvre une enquête contre un opposant politique, le DPP peut décider, s'il n'y a pas d'éléments suffisants, à ne pas aller de l'avant avec la poursuite. Le DPP est le représentant de la société. Ce que la police n'est pas.

Vu maintenant le conflit entre ces deux institutions, il y a une solution médiane à cela. Au lieu que la police choisisse son

Q : Peut-on faire des réformes, sans nécessairement changer la Constitution ?

Je ne suis pas partisan d'un changement de Constitution qui est synonyme d'une deuxième République. Parce que cela sous-entend qu'il faut tout recommencer à zéro, et cela passe forcément par des incertitudes au niveau économique. Je préfère plutôt qu'on apporte de simples retouches à la Constitution. Par exemple, le poste du Président reste le même, sauf que le titulaire passe par des élections au lieu d'une nomination. Pour le poste du Speaker, son rôle demeure le même encore une fois, à l'exception d'un changement au niveau des critères de nomination. Le judiciaire doit aussi avoir un plus grand rôle. Ce ne sont pas de grandes réformes, mais de simples retouches à la Constitution qui permettraient néanmoins plus d'indépendance et d'efficacité.

Impunité, incompétence et favoritisme : La MBC touche le fond

Fabrice David : « La MBC est synonyme de MSM Broadcasting Corporation »

Rien ne va plus au sein de la MBC, devenue l'épicentre de l'amateurisme à Maurice. Des cas de favoritisme, une culture d'impunité et des JT propagandistes, tous les éléments sont réunis pour en faire une bombe à retardement. La direction est sévèrement critiquée dans son ensemble. Avec Anooj Ramsurrun à sa tête, le niveau de la MBC sombre dans les abysses. Plusieurs scandales ont émergé depuis que le MSM a pris le pouvoir en 2014. On se souvient tous de cette vidéo montrant le directeur général en pleine altercation avec le réalisateur Shiam Persand. La diffusion de ces images des caméras CCTV avait suscité beaucoup de réactions.

Le leader du PTr, Navin Ramgoolam, a tiré à boulet rouge contre la MBC et son directeur général, lors du congrès organisé à Mare d'Albert le vendredi 28 juillet

dernier. « *Telman MBC kuyon, zot mem pe donn prev ki nou pu gayn eleksyon* », déclare-t-il. Ce dernier promet d'ailleurs que ceux qui ont fait de la MBC ce que cet organisme est devenu aujourd'hui, devront faire face à des répercussions. Des propos quasi similaires ont été tenus par les autres dirigeants de l'alliance, Paul Béranger et Xavier Luc Duval en l'occurrence, qui déplorent la manière de faire du directeur général de la MBC.

Interrogé à ce sujet, Mahen Gungaparsad juge que la bassesse dans laquelle la MBC est tombée est sans précédent. Selon lui, beaucoup de Mauriciens ne se retrouvent pas dans ses productions. « *La façon ki MBC pe être gérer aujourd'hui li déplorable, pena enn direction, zot nek servi sa vitrinn audiovisuelle la pou faire propagande, MBC pe pren mauriciens kumadir bann dimounn ki pena l'esprit,*

zot pa inform la population ni zot donn bann news ki pu fer population vinn pli intelligent, bzn arete ek sa facon ki sa pe roule », s'insurge le député travailliste.

Il évoque également le manque d'inspiration de la part de la MBC en ce qui concerne la production. « *La MBC doit s'inspirer de chaînes nationales comme la BBC ou France Télévisions. La personne à laquelle la responsabilité de la MBC incombera devra faire un travail herculéen pour redorer son blason* », avance encore Mahen Gungaparsad.

Fabrice David estime, pour sa part, que la MBC est devenue la « MSM Broadcasting



Corporation ». Le député travailliste est d'avis que le gouvernement de Pravind Jugnauth utilise la station de télévision nationale comme une agence de communication et de marketing, et fait mention du fait que la télévision privée fera l'objet d'une réflexion au sein de l'alliance PTr-MMM-PMSD. Il ajoute que c'est le Parti travailliste qui a introduit le projet de loi sur la libéralisation des ondes, pour voir se concrétiser les radios privées sur l'île.

Manisha Jooty, ancienne journaliste:

« MBC zordi nek fer 'character assassination' »



Limogée par la MBC l'année dernière, cette ancienne employée parle d'un manque d'éthique sans précédent de l'actuelle administration de la Mauritius Broadcasting Corporation (MBC). « *Je suis triste aujourd'hui quand je regarde le niveau de la MBC, les JT sont devenus purement une machine à propagande pour l'actuel Premier ministre* », dit-elle.

L'ancienne 'Senior Journalist' déplore le fait qu'il n'y a plus de balance dans le traitement de l'information. Selon elle, l'opposition est muselée par la MBC. « *Nou dan enn pei multikiltirel, MBC fer kumadir li bizin pren disposition pu enn sel kominoter, li pa korek. Le niveau li pli bas ki médiocre ek MBC zordi nek fer 'character assassination' de Navin Ramgoolam* », s'indigne l'ancienne journaliste. Manisha Jooty estime que la MBC Act n'est pas prise au sérieux par les chefs d'édition ainsi que par les journalistes.

« *Li triste pu trouve ki ena dimounn ki pena qualifications nécessaires mais aköz zot bien ek direkter la ou trouv zot pe prezant zournal kan zot pa ena calibre pu fer sa !* », conclut l'ancienne présentatrice du JT de 19h30.

Vitrine audiovisuelle de Maurice :

La MBC vue par les Mauriciens et la diaspora

Si les Mauriciens regardent de moins en moins les chaînes de la télévision nationale, il y a de multiples raisons à cela. Il y a d'abord la programmation, à savoir des émissions lourdes et sans innovation. Les droits de rediffusion des contenus de troisième grade, les dessins animés pour les enfants qui datent des années 90s et les matchs de football anglais, n'y pensez même pas.

Pour Yanesh, cadre dans une entreprise de construction et père de famille, la MBC n'éduque pas la population. Selon cet homme de 42 ans, elle est pire que la télévision nationale du Corée du Nord. « *Nous sommes en 2023 et la population a accès à l'information de partout. Il est révoltant que la MBC maintienne ce niveau si bas, et*

les contenus laissent vraiment à désirer », estime Yanesh.

Widad, 35 ans et enseignante dans un établissement secondaire dans la capitale, est d'avis que la MBC est un outil entre les mains des politiciens au pouvoir. Elle met en garde contre la mort lente de cet organisme. « *Preske okenn mauricien zordi pa get MBC apart bann vie dimounn dan bann ti villaz... Alors politiciens rod fer zot propagande par MBC. Bann jeunes pa aprann nanier ek MBC. Pna okenn production local ki donn lanvi gete. Preske tou chaînes ena zis serie hindoustani* », clame l'enseignante.

Même son de cloche pour Shaima, étudiante en médecine en France, qui juge que les télévisions privées sont

primordiales pour une meilleure ouverture sur l'information et la démocratie. « *S'il n'y pas les chaînes Facebook et Youtube des radios privées, l'accès à de l'information de qualité est très restreint sur la MBC, la qualité laisse vraiment à désirer* », confie la jeune femme.

Clifford, 56 ans et habitant de Mahébourg, juge qu'il y a trop de programmation en hindoustani. Il déplore le fait qu'à chaque fois qu'il zappe, il tombe sur des séries Bollywoodiennes. « *Kumadir MBC la pren kont enn sel kalité dimounn dans sa pays la. Nous pa comprend hindi nou, kifer nek ena program hindi lor television la, pa ena zis dimounn ki konpran hindi dans sa pei la. Lot zour la dan information, li donn plis ki 15 minutes lor Modi, nou pa dan l'inde ici* », martèle-t-il.

Manque d'enseignants

Soondress Sawminaden propose la mise sur pied d'une 'Teacher's Service Commission'

Alors qu'on entame déjà le troisième trimestre, certains établissements scolaires font toujours face à un manque d'enseignants. Un problème qui persiste depuis la rentrée scolaire. À l'Abdul Hamid Goolam Mahomed Issac SSS à Port-Louis par exemple, une classe de Grade 7 se retrouve toujours sans prof de français, selon un parent qui nous a contacté durant la semaine. Ce dernier se désespère de cette situation. « *Je suis inquiet pour l'éducation de ma fille* », nous confie-t-il, en tirant à boulets rouges contre le ministère de l'Éducation. Le

ministère que dirige Leela Devi Dookun-Luchoomun semble d'ailleurs incapable de trouver une solution pour remédier à la situation. Il a, certes, lancé un appel à candidature pour des enseignants retraités. Mais ces derniers ne montreraient pas d'intérêt pour l'offre du gouvernement, estime Soondress Sawminaden, président de l'Association des Recteurs de Collèges.

Ce dernier affirme qu'il faut d'abord faire une évaluation de la situation pour connaître le nombre exact d'enseignants qu'il manque dans les collèges d'État,

avant de pouvoir trouver une solution. D'autant qu'il est très difficile de remplacer des enseignants d'une matière spécifique, surtout dans les collèges, puisque les profs sont des « *subject specialists* », souligne Soondress Sawminaden, qui blâme le ministère de l'Éducation pour son manque de planification. « *C'est chagrinant parce que ce sont les élèves qui souffrent le plus de cette situation* », dénonce-t-il. L'ancien recteur estime qu'il faut changer de stratégie en ce qui concerne les recrutements. Il préconise ainsi la mise sur pied d'une

'Teachers Service Commission' qui ne s'occuperait que des recrutements des enseignants, le domaine de l'enseignement étant en lui-même un grand secteur. Car, dit-il, la 'Public Service Commission' (PSC) a déjà trop de responsabilités, devant se charger des recrutements pour la fonction publique toute entière.



Agression contre les femmes

Pazhany Rangasamy : « Il faut créer un environnement plus sûr et protecteur pour les femmes »

La violence domestique, le viol et le harcèlement sexuel restent des défis persistants dans notre pays, bien qu'ils soient considérés comme des délits punissables. Chaque jour, de nombreuses femmes sont victimes de violence conjugale. Pas plus tard que dans la soirée de ce mardi une femme a été violemment agressée à la tête par son époux à Vallée Pitot Face à cette réalité, il est temps de trouver des solutions pour les protéger. Dans le rapport publié par le 'Bureau of Democracy, Human Rights, & Labor' des États-Unis, des lacunes concernant les enquêtes et les responsabilités dans les cas de violence à l'égard des femmes ont été mises en évidence.

L'avoué Pazhany Rangasamy, qui a rencontré de nombreuses femmes victimes de violences domestiques et sexuelles, est d'avis que le problème majeur de la violence conjugale réside dans le manque de communication et de compréhension au sein des couples. De nos jours, la plupart sont actifs professionnellement, et disposent de peu de temps libre pour communiquer et se connaître davantage. Certains partenaires masculins continuent de considérer les femmes comme leurs servantes, s'attendant à ce qu'elles assument toutes les tâches ménagères, préparent les repas, s'occupent des enfants, gèrent les finances familiales et prennent soin de leur époux. Cette



violence domestique a un impact psychologique sur les enfants qui, témoins du comportement abusif de leur père, se retrouvent vulnérables et impuissants à protéger leur mère.

« La technologie joue également un rôle clé dans l'augmentation de la violence domestique de nos jours, car de nombreux couples passent la plupart de leur temps libre sur leur ordinateur ou leur téléphone portable.

Malheureusement, une utilisation abusive de la technologie conduit à une augmentation des cas d'adultère, d'abus sexuels et de divorces », explique-t-il.

D'après l'avoué, à Maurice, les victimes de violence domestique rencontrent souvent d'énormes difficultés ou traumatismes lorsqu'elles signalent leur situation aux autorités locales, y compris à la police. Certaines victimes se voient conseiller de chercher une réconciliation, plutôt que de porter plainte contre leur partenaire. Elles sont également dissuadées par la perspective d'avoir à témoigner publiquement de leur vie intime, ce qui peut aboutir à des affaires de divorce. Certaines femmes ne sont pas bien informées sur quand, où et comment aborder le problème de la violence familiale, et vont parfois frapper à la mauvaise porte, au lieu de saisir les services d'un avoué ou d'un avocat.

Pazhany Rangasamy n'est pas convaincu du fait que la simple sévérité de la loi réduira automatiquement le nombre de cas de violence domestique dans le pays. Il estime que le gouvernement doit s'attaquer sérieusement aux causes de la violence domestique et des divorces, et propose que la loi sur le divorce et la séparation judiciaire soit amendée pour que les affaires matrimoniales soient

partiellement traitées par la cour de médiation. Selon lui, les parties en instance de divorce ou de garde des enfants pourraient être entendues devant un juge de la Cour suprême en présence d'un psychologue, de conseillers juridiques, d'un représentant religieux et d'un membre de la société civile. De nombreux cas matrimoniaux pourraient ainsi être réglés et éviter une rupture, mais cela nécessiterait une approche collaborative de la part des couples.

« Je propose de réintroduire l'éducation sexuelle, 'sexual education', dans le programme scolaire de l'école primaire, et d'organiser des ateliers pour les candidats au mariage, au moment de leur demande auprès du bureau de l'état civil, et suggère également de diffuser des programmes de sensibilisation sur ce sujet à la télévision nationale et sur les radios privées », dit-il.

« En mettant en œuvre ces propositions et en travaillant collectivement, il pourrait être possible de créer un environnement plus sûr et protecteur pour les femmes, et de lutter contre la violence domestique et sexuelle qui persiste dans notre société », ajoute-t-il en guise de conclusion.



Alliance PTr-MMM-PMSD : Qu'en pensent les jeunes ?

Les trois partis, le PTr, le MMM et le PMSD, ont concrétisé leur alliance et iront ensemble aux prochaines élections générales. Après la tenue de leur premier congrès conjoint à Mare d'Albert la semaine dernière, une réussite, ils s'activent maintenant à passer à la vitesse supérieure avec une série de congrès régionaux à travers l'île. Nous avons interrogé quelques jeunes Mauriciens pour recueillir leurs points de vue sur cette alliance...



Vicky : « C'est le seul moyen de mettre en place des réformes »

Vicky, 28 ans, estime que le pays se trouve actuellement dans une situation socio-économique très difficile, tandis que l'économie illégale liée à la drogue prospère. La dévaluation de la roupie et les crises institutionnelles sont autant de défis auxquels cette alliance devra faire face après avoir remporté les élections générales.

« C'est le seul moyen de mettre en place des réformes en profondeur pour le bien du pays et de ses citoyens », déclare-t-il.

Hans : « Grand temps d'avoir des personnes compétentes à la tête du pays »

Pour Hans, âgé de 32 ans, c'est une alliance qui réunit des leaders qui ont déjà fait leur preuve dans le passé. Il estime que cette collaboration entre les trois partis est une bonne chose pour le bien-être du pays. Toutefois, il souligne l'importance d'une totale transparence de leur part afin d'éviter de conduire le pays à la dérive. La population souhaite un changement total de l'état actuel des choses, et désire des nouvelles personnes aux commandes pour diriger le pays, selon lui. « Je pense que c'est une bonne décision que ces trois partis aillent ensemble aux prochaines législatives. Il est grand temps d'avoir des personnes compétentes à la tête du pays », dit-il.

Komal : « La vérité sur le naufrage du Wakashio et l'affaire Kistnen »

Komal, âgée de 26 ans, considère que le Parti travailliste a très bien gouverné lorsqu'il était au pouvoir, avec une gestion solide du pays, contrairement au gouvernement actuel. Elle espère que l'alliance entre les trois partis sera prometteuse, qu'elle soutiendra la 'Freedom of Information Act' et encouragera la transparence. Selon elle, la population souhaite connaître la vérité sur des affaires telles que le naufrage du Wakashio et l'Affaire Kistnen, tout en exigeant un contrôle sur les actions de la police.

Moushaifah : « Le soutien de la population émergente des jeunes »

De son côté, Moushaifah, 18 ans, pense que si l'Alliance PTr-MMM-PMSD s'engage à impliquer activement les jeunes dans le processus décisionnel et à prendre en compte leurs préoccupations spécifiques, elle pourrait gagner le soutien de la population émergente des jeunes. Les questions liées au changement climatique et à l'environnement sont de plus en plus importantes pour les jeunes du monde entier. Ainsi, la position de l'alliance sur les politiques environnementales, la durabilité et le changement climatique pourrait influencer les opinions des jeunes soucieux de l'environnement.



Pallavi : « Permettre à nos institutions de mieux fonctionner »

Pallavi, âgée de 23 ans et étudiante à l'Université de Maurice, trouve cette alliance intéressante. Selon elle, cette nouvelle coalition apportera de nombreux changements dans le pays. « Le gouvernement actuel a trop imposé à la population ces derniers temps. Cette alliance pourrait apporter de nouvelles réformes dans le pays, et permettre à nos institutions de mieux fonctionner », dit-elle.

Andy : « Je suis confiant envers cette nouvelle alliance »

Andy, 38 ans, se dit confiant envers cette nouvelle alliance, et croit qu'elle insufflera un nouvel élan à la qualité de vie des Mauriciens. Selon lui, c'est une nouvelle lutte pour le pays, car le gouvernement actuel ne satisfait plus les attentes du peuple, et il est temps d'opérer un changement. « Depuis un certain temps, on disait que ces trois partis devaient se rassembler, car le pays traverse des difficultés. Je pense qu'il est essentiel de trouver des solutions pour redresser l'économie et d'autres secteurs du pays, et j'espère que les membres de cette alliance seront à l'écoute de la population, y compris des jeunes, qui se sentent parfois perdus quant à la direction à prendre », dit-il. Il souhaite qu'il y ait davantage de dialogue ouvert avec les jeunes de la part des membres de cette alliance, afin que les préoccupations et les aspirations des jeunes puissent être prises en compte dans les décisions politiques.

'Wholesale Market' à Wooton

Des planteurs déplorent une hausse des frais et un impact sur la rentabilité

- Ce qui se répercutera sur les prix des légumes, selon eux

L'inauguration du 'Wholesale Market' à Wooton a eu lieu la semaine dernière. La vente en gros des fruits et légumes se fait désormais à Wooton, dans un entrepôt de 5 400 mètres carrés, et qui a coûté Rs 450 millions. Toutefois, des grincements de dent se font d'ores et déjà entendre. Selon le maraîcher Aboo, qui fait ce métier depuis plus de 20 ans, Wooton est trop loin pour rentabiliser ses affaires. « Mo bizin enn transport pou al aste bann legume pou revinn vann li lor Port-Louis », s'insurge-t-il. Il estime que la centralisation de la vente aux enchères entraînera une perte de revenus pour lui. « Longtemps kan ti pe fer l'encan dans Port-Louis, ti boku pli facile ek tou dimounn ti fini abitier ek sa, aster pu al Wooton, li pu impé difficile, lorla ena enn carte Rs 100 ki bzn tiré », déplore Aboo.

Pour Kleepaloo Sunghoon, président de la 'Small Planters Association', une hausse

de 50% dans les prix des légumes sera constatée dans les semaines à venir. La raison évoquée est que ce nouveau circuit aura des frais, et cela aura une répercussion sur les consommateurs. « Auparavant, la vente se faisait à Port-Louis, Flacq et Vacoas. Maintenant, tout le monde devra se déplacer vers Wooton. La raison principale est la limitation de la concurrence entre les enchérisseurs et les marchands de légumes », explique Kleepaloo Sunghoon. Selon lui, seulement 50% des légumes produits sur l'île sont concernés par la centralisation de la vente, les autres 50% ayant déjà leur propre circuit de vente et de distribution.

L'autre problème décrié par un maraîcher habitant à Belle-Mare est le temps supplémentaire nécessaire pour vendre les fruits et légumes envoyés au nouveau 'wholesale market' de Wooton. Il se pose



la question de la rentabilité. « Tou saki al laba bizin tir enn pass ek pu li rente dans Market la. Kuma bann planteurs pou fer pu gayn meilleur prix pu zot bann legim ek zot pu dimann ki tou planteur ki vinn vann zot legume laba zot bizin enregistrer, si zot pas ena registration, li pa pu kav vann so marchandise », insiste-t-il. En plus des frais de déplacement, d'enregistrement et des contributions demandées, les planteurs devront verser 8% de leurs gains à l'enchérisseur.

Rajen, planteur à Arsenal, évoque le fait que la centralisation de la vente aux

enchères aura un impact direct sur les petits planteurs dans les villages. « Zot inn fer sa pu touiyy ti planteurs dans villaz, nou pena gro moyen pu al aster transport ek fer déplacement tous les zours pour al vann nou bann legumes, nou prefer kit ar bann ti marchands dan l'andrwa mem ek nou pu bizin satisfaire nou ek enn ti profit ziska ki travay la al teigne, aköz pa pu kav tini ankor. Gro business ki pe pren partou, la plantation pe vinn commercial ek bann produit pas premier grade, zis touriste ek bann riches ki gayn legume premier grade », regrette-t-il.

Avis aux autorités

Faute de moyens, un couple âgé vit dans une maison sans eau ni électricité

Rocque Constance et son épouse Kamla Neptune, 70 ans, vivent à Rose-Hill dans une maison vétuste et insalubre, dépourvue d'eau et d'électricité. Située sur un terrain appartenant à l'État, elle est difficilement accessible et entourée d'une forêt. De l'extérieur, on se demande comment deux personnes âgées peuvent vivre dans une si petite maison, sans eau potable et dans l'obscurité. Il est regrettable qu'à notre époque, tout le monde n'ait pas la chance d'avoir un toit décent sur la tête.

L'édifice, en bois sous tôle, ne comporte qu'une pièce et ne dispose pas de cuisine, de salle de bain ou de toilettes. En entrant, il n'y a quasiment pas de place pour se mouvoir. La pièce est sombre, envahie par des toiles d'araignées, et lorsqu'il pleut, se transforme en passoire. Le couple doit mettre des ustensiles ça et là, afin que le matelas ne se transforme pas en pirogue.

Dans son témoignage, Rocque Constant explique qu'auparavant il se sentait comme un poisson dans l'eau dans cette petite cabane, mais que depuis sa santé a décliné et avec l'âge, ce n'est plus le cas. Le couple, qui vit dans ces conditions depuis une vingtaine d'années, compte sur la générosité de la population pour obtenir un logement correct, et mener une vie décente. Kamla Neptune, qui vit auprès de Rocque Constant depuis dix ans, explique que ce terrain a été alloué à son mari pour y faire de la plantation des légumes, et qu'à l'époque il y avait construit cette petite maison. « Mo anvi ki nou gagne ene lakaz décent pou nou vivre », martèle-t-elle.

« Nous ne sommes pas en sécurité dans ce lieu. Je voudrais que mon époux et moi on ait une bonne place pour habiter, ainsi que des conditions d'hygiène correctes, car nous sommes des personnes âgées », ajoute-t-elle. Elle dit avoir entamé des démarches auprès de la sécurité sociale pour bénéficier de l'aide de l'État, mais en vain. Un appel



est donc lancé aux autorités pour soutenir ces deux seniors, qui vivent dans des conditions extrêmes.

La responsable du Mouvement Cercle de la Cité de Corps de Garde, Florise Lauricourt, nous explique qu'elle est touchée par la situation, et lance un appel à la population afin qu'elle se mobilise. « C'est chagrinant de voir un couple de personnes âgées vivre dans des conditions pareilles. Aussi, je demande à tout un chacun de les aider à avoir un toit décent, pour qu'ils puissent passer le reste de leur vie dans de bonnes conditions », dit-elle.

Pour plus d'informations sur Rocque Constant, vous pouvez contacter Samantha Rabet, secrétaire du Mouvement Cercle de la Cité de Corps-de-Garde, au numéro suivant : 57064177, entre 9h et 16h.



Souffrant d'une tumeur cérébrale

Indur Pryag a besoin de Rs 450 000 pour compléter son traitement en Inde où il se trouve actuellement

Sa vie a basculé du jour au lendemain. Indur Pryag n'a que 20 ans et aurait dû croquer la vie à pleines dents, mais il se trouve actuellement à l'hôpital Apollo de Mumbai, pour le traitement de sa tumeur. Sa mère, Satroopa Pryag, une habitante de Dubreuil, nous explique que son fils souffre d'une tumeur au cerveau, découverte le 23 mai dernier, et d'une infection pulmonaire. Son état de santé est jugé préoccupant. Il doit subir une deuxième intervention chirurgicale et rester encore quelques jours en Inde pour compléter son traitement. Afin de pouvoir couvrir les frais d'hospitalisation de son fils en Inde, Satroopa lance un appel à la population et lui demande de l'aide, car elle a besoin de Rs450 000 pour compléter celle reçue par l'Etat.



Cette mère de deux enfants ne sait plus à quel saint se vouer, et confie ne pas voir le bout du tunnel. Elle travaille avec des planteurs, et souligne que la situation n'est pas facile pour elle en Inde en ce moment. Elle se sent seule. « Mo pas ti penser mo garçon pour tombe malade coumsa... Mo finnn gagne ene sok.. Mo pas koner ki pou faire », lance-t-elle, accablée par la situation.

Avant de tomber malade, son fils venait de commencer à travailler au sein d'une compagnie, mais malheureusement, son destin a pris une tournure inattendue. Indur suivait également un cours à la MITD dans le domaine de l'impression et de la reliure, mais il n'a hélas pas pu le terminer en raison de son état de santé. « Je ne sais plus quoi faire... Je me suis séparée de mon époux il y a 10 ans, depuis je vis avec mes enfants, et malheureusement, mon fils est tombé malade. Je ne sais pas comment il a pu développer cette tumeur, car aucun membre de la famille n'a jamais fait face à une telle situation », relate-t-elle.

Si vous souhaitez venir en aide à Indur Pryag dans ces moments difficiles, vous pouvez effectuer un virement via Juice au numéro suivant : 59163353, ou sur le numéro de compte 000023716835.

Diksha Caussy, avocate : « Le cadre juridique des délits liés à la drogue doit être renforcé »

C'est un rêve d'enfance qui se réalise pour l'avocate Diksha Caussy, une habitante de Quatre-Bornes âgée de 27 ans. Elle partage son parcours qui l'a menée au métier d'avocate dans le secteur privé, soulignant que ce n'est pas une profession facile, mais que la persévérance est essentielle.

Diksha Caussy a été admise au barreau de Maurice en septembre 2021, et a prêté serment le même jour. Elle a commencé sa carrière en tant qu'avocate d'entreprise dans un cabinet d'avocats d'affaires, où elle a travaillé pendant 6 mois, avant de passer à la pratique privée.

Dès son admission au barreau, elle a reçu une offre pour travailler comme avocate d'entreprise, mais après ses six premiers mois, elle s'est rendu compte qu'elle préférerait le domaine du litige en cour. Elle est donc passée à la pratique privée, où elle traite désormais diverses questions juridiques, telles que les affaires pénales, civiles, familiales et sociales.

Son plus grand défi jusqu'ici a été de travailler sur un dossier dans une affaire de meurtre. « Mes parents ont toujours été ma source de motivation. Ils m'ont motivée et soutenue pendant les moments difficiles. Il faut dire qu'ils ont toujours cru en moi et pensé que je pourrai franchir cette étape qui n'était pas si facile pour moi. Je remercie également mes amis qui m'ont beaucoup encouragée », dit-elle.

Dans son message dédié aux jeunes, elle leur conseille de se fixer des objectifs, de travailler dur pour les atteindre, et de garder un état d'esprit positif. « Il faut avoir un objectif à atteindre dans la vie, c'est très important. Une fois que vous avez pu l'identifier, travailler dur pour y parvenir, mais faites-le avec un état d'esprit positif, et croyez en vous », déclare-t-elle.

Elle ajoute qu'il faut essayer d'aider les gens quand et où on le peut, sans rien attendre en retour. « Trouvez toujours le bon dans tout. Nous sommes souvent confrontés à des moments difficiles, mais il y a toujours quelque chose de positif.

Concentrez-vous là-dessus plutôt que sur le côté négatif ».

En ce qui concerne la société moderne, elle remarque que les progrès technologiques, les changements culturels et les dynamiques sociales en constante évolution apportent des conséquences positives et négatives. La dépendance à la technologie, en particulier aux médias sociaux, peut entraîner des problèmes tels que la dépendance numérique, l'anxiété et la dépression, en particulier chez les jeunes. Elle note également l'impact des médias sociaux sur la façon dont le discours politique est perçu et comment cela peut conduire à des chambres d'écho et des bulles filtrantes, affectant la participation démocratique.

La jeune avocate considère que la société mauricienne est désormais plus instruite et consciente de ses droits humains, mais qu'il reste des problèmes sociaux tels que la violence domestique et le fléau de la drogue, qui nécessitent une attention particulière. Elle estime que de nouvelles lois plus strictes pourraient dissuader les activités criminelles, mais certains problèmes sociaux, comme la caste et la discrimination, ne peuvent pas être résolus uniquement par des lois.

A part cela, elle considère que le paysage politique de la société moderne a subi des changements importants, notamment dans la façon dont le discours politique est perçu par la population, et la montée des mouvements populistes. « Les médias sociaux ont fondamentalement changé la façon dont les gens consomment et interagissent avec les informations politiques. Des plateformes telles que Twitter, Tik Tok et Facebook ont donné aux gens une voix et une opportunité d'exprimer leurs opinions, et de s'engager avec d'autres sur des questions politiques. Bien que cela ait ouvert de nouvelles opportunités de participation démocratique, cela a également conduit à la désinformation, à des chambres d'écho et à des bulles filtrantes qui peuvent renforcer les préjugés existants et polariser les opinions. La prolifération des fausses nouvelles et des théories du complot en

ligne a également créé de nouveaux défis pour les gouvernements et les organisations qui cherchent à préserver l'intégrité des processus démocratiques.

Il convient de noter que dans la société actuelle, de nombreux jeunes poursuivent des études supérieures. En tant que tel, nous avons une population plus instruite et plus sage. De plus, les citoyens mauriciens se sentent plus concernés de nos jours chaque fois qu'il y a des malversations dans la société. La population mauricienne n'est plus ignorante en matière de droits ; les gens sont de plus en plus conscients de leurs droits humains, tels que le droit à la liberté d'expression et le droit à la vie privée, entre autres. Il est agréable de voir les Mauriciens prendre conscience de leurs droits humains fondamentaux qui jouent en leur faveur et se battre pour ces droits lorsque le besoin s'en fait sentir », relate-t-elle.

Selon Diksha Caussy, une société se compose de groupes de personnes avec des natures, des pensées et des esprits polyvalents, et s'épanouit à travers sa culture, ses traditions et ses gens. Cependant, il existe certains problèmes comme la caste et la discrimination entre les personnes, qui ne peuvent pas être traités par les lois. Ces facteurs entravent le progrès de la société. Les gens ont des mentalités différentes et leurs processus de pensée ne peuvent pas être modifiés en exerçant une quelconque pression.

« L'un des problèmes les plus courants de nos jours est la violence domestique, bien qu'il existe des lois qui protègent les femmes contre ce phénomène. Nous avons vu de nombreuses femmes perdre la vie à cause de la violence domestique dont elles ont été victimes de la part de leur mari ou partenaire. La question qui se pose est de savoir si la loi n'est pas assez stricte, ou s'il est encore tabou pour les femmes d'exprimer leurs chagrins par crainte d'être « mal vues » dans la société », s'interroge la jeune femme.

En ce qui concerne la situation du pays, elle remarque que le fléau de la drogue est un problème majeur, en particulier avec

l'introduction de drogues synthétiques qui touchent principalement les jeunes. Elle note également que la réputation du service de police a été entachée par des cas de brutalité policière et d'allégations de 'planting' de drogue. Malgré cela, elle partage une expérience positive avec la police jusqu'à présent. « La situation est alarmante et le cadre juridique des délits liés à la drogue doit être renforcé », déplore Diksha Caussy.

En somme, la jeune avocate croit en la nécessité d'une approche équilibrée pour aborder les problèmes sociaux et juridiques du pays, et encourage chacun à contribuer positivement au bien-être de la société mauricienne.



JA Mini Company Competition 2023

'Feelstora Ltd' : L'initiative d'un collège pour la santé mentale

La 'JA Mini Company Competition', dont le thème est 'Briser les barrières' (Breaking Barriers), a d'ores et déjà été lancée cette année. Comme tous les ans, le collège Dr Maurice Curé y participe. Selon l'un des élèves, cette compétition offre une opportunité aux jeunes de développer leurs compétences en entrepreneuriat. Les participants doivent choisir un thème et créer une entreprise qu'ils géreront pendant la compétition. L'équipe de ce collège a choisi de créer un journal thérapeutique dans le but de briser les barrières mentales et émotionnelles telles que l'anxiété, la dépression, la faible estime

de soi, la colère et la frayeur, entre autres. La compagnie qu'ils ont créée s'appelle 'Feelstora Ltd'. Ce journal agit comme une thérapie pour les personnes en difficulté, et vise à les aider à surmonter les problèmes auxquels elles sont confrontées. Grâce à une approche guidée, ce journal thérapeutique permet aux utilisateurs d'explorer leurs pensées et leurs émotions dans un espace sûr et sans jugement.

Selon les élèves, l'objectif principal est d'améliorer la santé mentale en développant des

stratégies d'adaptation plus saines, et de résoudre le problème de la dépendance numérique. Ils considèrent ce journal

comme bien plus qu'un simple recueil d'écriture ; il constitue un moyen de favoriser le développement physique et émotionnel des individus. En outre, ils ont collaboré avec 'Befrienders Mauritius', une ONG qui offre un soutien moral et préventif, et qui se tient à l'écoute de toute personne confrontée à des problèmes.

De surcroît, le journal est fabriqué à partir de papier recyclé, ce qui est écologique et contribue à la protection de l'environnement.



Showstoppers at India Couture Week



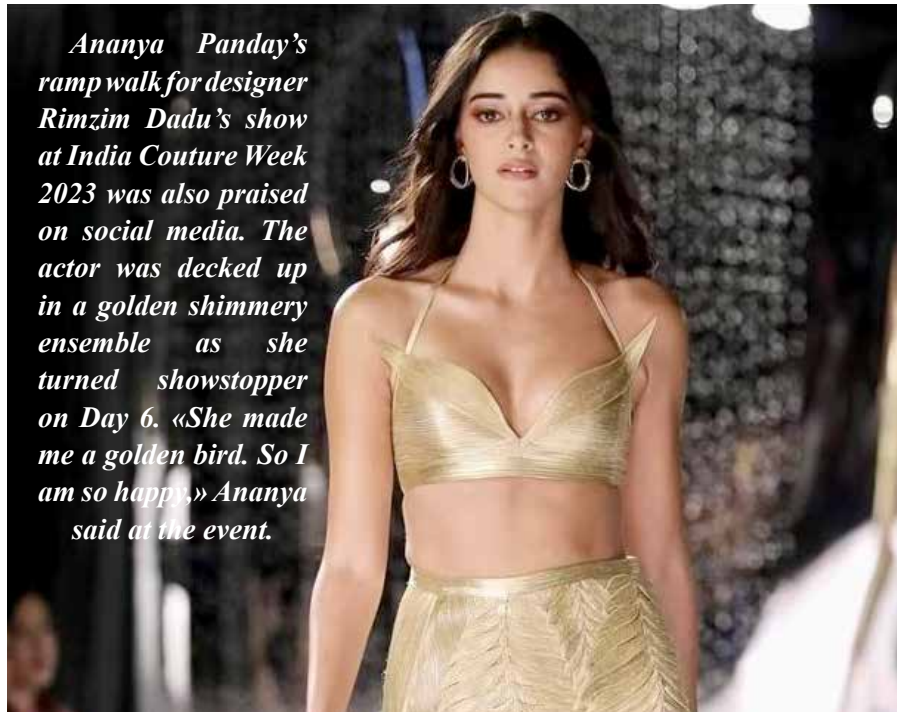
Kiara Advani turned showstopper for the opening show by designer duo Falguni and Shane Peacock, and walked the ramp in a pink Barbie-inspired look with bead and sequin work. The dress featured a top with plunging neckline and a skirt with a high slit and long train at the back. Many on social media called Kiara 'desi Barbie'.



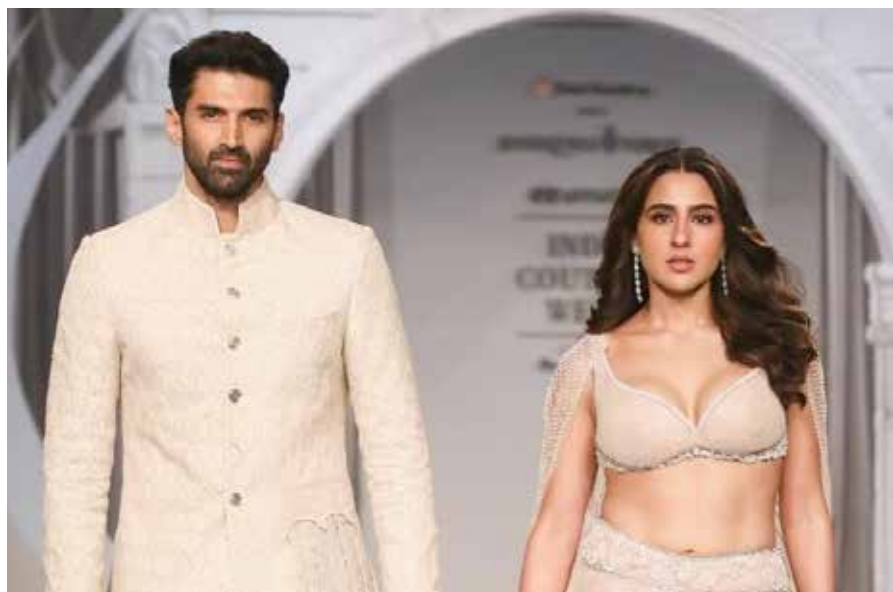
Janhvi Kapoor turned showstopper for Gaurav Gupta on Day 3 of India Couture Week. Dressed in an electric blue lehenga, the actor wore glamorous hair and makeup. Her lehenga was reportedly adorned with 3,000 hand-embroidered bugle beads and took 457 man hours to be made.



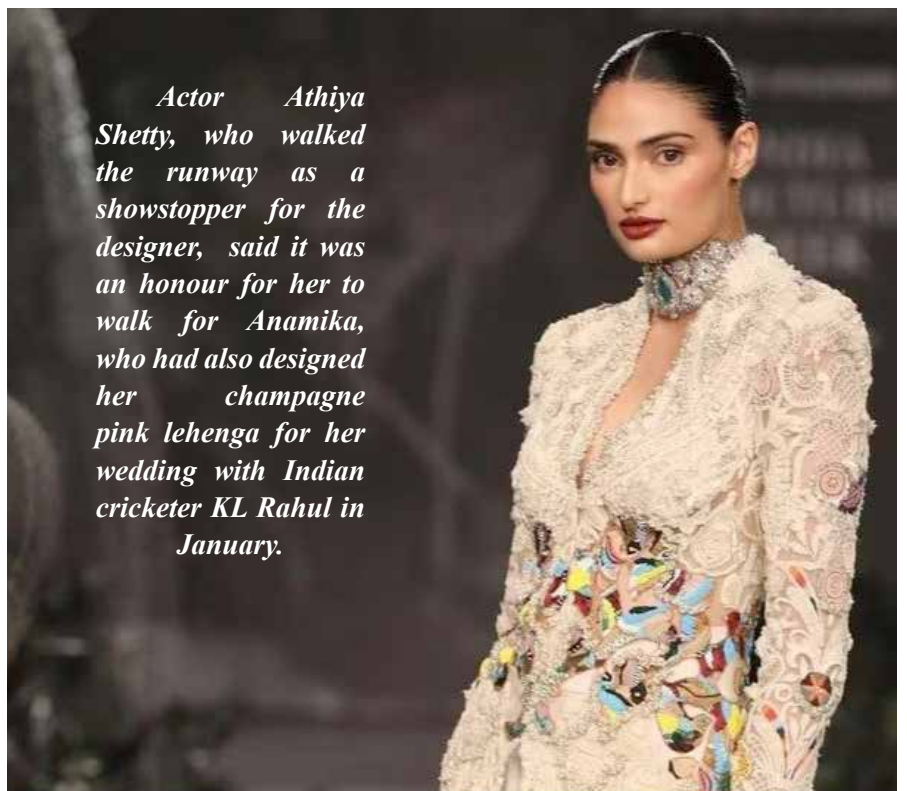
Kunal Rawal presented his collection on Day 4 with actor Ranbir Kapoor as the showstopper. Ranbir hit the runway in fusion lungi pant-inspired outfit that was paired with a dark bandhgala jacket. His ensemble caught everyone's attention and to make his showstopper look more captivating, he opted for a cool hairdo and trimmed beard.



Ananya Panday's ramp walk for designer Rimzim Dadu's show at India Couture Week 2023 was also praised on social media. The actor was decked up in a golden shimmery ensemble as she turned showstopper on Day 6. «She made me a golden bird. So I am so happy», Ananya said at the event.



Actors Aditya Roy Kapur and Sara Ali Khan turned showstoppers for designer duo Shantanu and Nikhil. While Sara was in a heavily-embellished cream lehenga set, Aditya was dressed in a matching kurta and white pyjama. Photos of the two actors have been grabbing attention online with many praising their chemistry.



Actor Athiya Shetty, who walked the runway as a showstopper for the designer, said it was an honour for her to walk for Anamika, who had also designed her champagne pink lehenga for her wedding with Indian cricketer KL Rahul in January.

Ashlee Simpson's barbie-themed birthday party for daughter Jagger is simply fantastic

Ashlee Simpson rang in her and Evan Ross' daughter Jagger's 8th birthday by making her "Barbie Dreams come true" with an adorable pink-colored party.

Ashlee Simpson Ross recently celebrated her daughter Jagger's 8th birthday by decking out their home with Barbie-themed decor, including a life-sized doll box baring the Mattel logo and a pink balloon play station.

The singer marked the festivities by sharing a family photo, which included husband Evan Ross, Jagger, 2-year-old son Ziggy Blu and

14-year-old son Bronx Mowgli (who Ashlee shares with ex Pete Wentz.)

"Thank you to everyone for helping make jagers barbie dreams come true," Ashlee captioned her an Aug. 1 Instagram carousel. "Thank you to the amazing team."

For the event, Jagger dressed in a pink gingham dress with a bow and a white necklace, similar to a costume Margot Robbie wore in the Barbie movie. Her guests were also dressed in their best Barbiecore, with Ashlee rocking a flower-printed top with the Barbie logo and matching sunglasses.



Francia Raísa addresses claim she was "forced" to donate kidney to Selena Gomez

The heart wants what it wants and Francia Raísa knew hers wanted to help Selena Gomez.

Back in 2017, the *How I Met Your Father* actress donated one of her kidneys to the pop star as she battled lupus, an autoimmune and inflammatory disease that can cause organ failure. While the transplant was a success, rumors that the two had a falling out surfaced last year when Selena referred to Taylor Swift as her «only friend in the industry.»

The internet then went wild with

speculation that Francia hadn't actually volunteered to donate her kidney, but that she was rather put in an awkward position to save Selena.

So, what's the truth? "I've said this before, but that was a time where I just felt it in my heart," Francia said on the Aug. 1 episode of the *Good Guys* podcast. "No one forced me to do anything."

The 35-year-old continued, "It came out of the genuine kindness of my heart, and I've been super blessed ever since."

Lindsay Lohan shares postpartum photo after welcoming baby boy

The *Parent Trap* star shared a sweet update on her postpartum journey, noting that she's grateful to her body for welcoming newborn son Luai, who she shares with husband Bader Shammass.

"I am so proud of what this body was able to accomplish during these months of pregnancy and now, recovery," Lindsay captioned a mirror selfie of her wearing comfy clothing. «Having a baby is the greatest joy in the world! My OOTD lately is

my @fridamom postpartum underwear."

In a nod to her 2004 movie *Mean Girls*, Lindsay added, "Because I'm not a regular mom, I'm a postpartum mom."

Nearly three weeks ago, Lindsay gave birth to Luai in Dubai, where she lives with her husband. Her rep told E! News July 17, "The family is over the moon in love."

The same day, her mom Dina Lohan gushed about becoming a grandmother.





La constipation favorise-t-elle la prise de poids ?

Les conséquences sur le confort et la qualité de vie, la constipation peut donner l'impression à ceux qui en souffrent de gonfler au niveau du ventre, voire de grossir. Alors, avoir un transit paresseux favorise-t-il vraiment la prise de poids ?

Quand parle-t-on de constipation et de constipation chronique ?

Nous ne sommes pas tous égaux face au transit intestinal. Quand certains vont à la selle jusqu'à trois fois par jour, d'autres qui n'y vont que trois fois par semaine sans difficulté particulière, ne sont pas pour autant constipés.

Lorsque cette constipation persiste pendant plus de 3 mois, elle est considérée comme chronique. Si elle dure moins longtemps, on parle de constipation aiguë ou occasionnelle.

Causes : quels aliments favorisent la constipation ?

Il existe de nombreux facteurs qui favorisent ou aggravent la constipation : le stress, la sédentarité, la prise de certains médicaments, un voyage, une hospitalisation, certaines pathologies (hypothyroïdie), un manque d'hydratation...

Mais l'alimentation tient une place de choix dans la qualité du transit, et quand certains aliments facilitent la digestion, d'autres au contraire la ralentissent.

Les aliments qui constipent sont :

Le riz blanc,

La viande rouge,

La banane peu mûre,

Les aliments riches en sucre et/ou en

graisses (pâtisseries, fritures...),

Le chocolat,

Et les aliments ultra-transformés d'une manière générale.

Est-ce qu'on prend du poids quand on est constipé ?

Lorsque l'on est constipé depuis plusieurs jours, les selles stationnent et s'accumulent dans le côlon au lieu d'être évacuées, ce qui se traduit inévitablement par une légère augmentation de poids sur la balance. Pour autant, être constipé ne fait pas grossir, puisque le poids supplémentaire correspond à des résidus alimentaires et non à une prise de masse grasse.

En outre, certaines maladies endocriniennes, telles que l'hypothyroïdie, peuvent avoir un retentissement sur le métabolisme, donc à la fois sur le transit et sur le poids. « C'est alors l'hypothyroïdie qui est la cause de la prise de poids, et non la constipation ».

Ballonnements, douleurs abdominales, ventre gonflé : quels sont les symptômes de la constipation ?

Si la constipation ne fait pas grossir, elle est en revanche associée à des symptômes digestifs qui peuvent donner la sensation que l'on a pris du poids : ventre gonflé et lourd, ballonnements, gaz, douleurs abdominales, sensation d'être serré dans ses vêtements au niveau de la taille... Ces symptômes sont ceux de la constipation et disparaissent dès que le transit redevient normal.

Quel est le poids des selles sur 3 jours ?

En moyenne, nous produisons environ 150 g de selles par jour, ce qui correspond donc à 450 g tous les trois jours. Une personne constipée depuis trois jours peut donc afficher pratiquement un demi-kilo de plus sur la balance, qui sera reperdu dès qu'elle sera allée à la selle.

Quels sont les effets secondaires et les conséquences de la constipation ?

Lorsqu'elle n'est pas prise en charge et se chronicise, la constipation peut avoir quelques effets secondaires désagréables.

Tout d'abord, elle a tendance à générer une sensation de fatigue, sans doute liée au défaut d'élimination des toxines et au sentiment de « lourdeur » qu'elle provoque.

Lorsqu'elle induit des efforts de poussée pour exonérer les selles, la constipation chronique peut être à l'origine d'hémorroïdes, voire à l'affaiblissement du plancher pelvien, avec un risque de descente d'organe.

La constipation sévère peut enfin provoquer la formation d'un fécalome, à savoir un bouchon de selles dur et déshydraté, qui s'accumule dans la partie finale de l'intestin.

La complication la plus sérieuse du fécalome est ensuite l'occlusion intestinale, qui nécessite une prise en charge en urgence.

Régime et conseils : que faire et que manger quand on est constipé ?

La première chose à faire en cas de constipation est de boire suffisamment, afin de réhydrater les selles pour faciliter leur évacuation. On recommande un minimum d'un litre et demi d'eau par jour (ou de tisanes, bouillon clair, thé...), à savoir 8 verres de boisson, idéalement répartis en dehors des repas.

L'eau peut être choisie riche en magnésium, un minéral connu pour son effet laxatif.

Les aliments les plus riches en fibres sont : les fruits et légumes frais, les céréales complètes, les légumineuses et les graines.

Plus spécifiquement, les laxatifs naturels les plus efficaces sont : les pruneaux, les épinards cuits, les haricots verts, le son de blé et le son d'avoine, les agrumes, l'artichaut et les graines de chia.

Il est par ailleurs recommandé de manger à heure fixe, lentement, en prenant le temps de bien mâcher ses aliments.

Grossesse : pourquoi les femmes enceintes sont souvent constipées ?

La constipation concernerait près de 40 % des femmes enceintes, soit près d'une future maman sur deux !

Plusieurs facteurs agiraient conjointement pendant cette période, pour favoriser le ralentissement du transit intestinal : « les variations hormonales (en particulier baisse de la progestérone qui ralentit le transit), augmentation de la taille de l'utérus qui vient compresser le tube digestif et la diminution de l'activité physique... »

L'astuce toute simple pour faire des boucles sans chaleur avec un chouchou



Vous avez envie d'arborer de belles ondulations pour donner mouvement et volume à votre chevelure. Mais vous êtes réticente à l'idée de recourir à un appareil chauffant par peur de l'abîmer. Promet un résultat à tomber et super facile à obtenir avec un simple chouchou.

Quand il s'agit de nos cheveux, on cherche souvent à obtenir ce que la nature ne nous a pas donné. Si vous avez les cheveux fins, vous cherchez peut-être à gagner un peu de volume à l'aide de coupes tendance comme le "bubble bob" ou une coloration qui donnera du relief. Si vous avez les cheveux bouclés, vous avez peut-être déjà succombé à l'appel du lissage brésilien, au tanin ou autre.... Et après les

avoir enchaînés, vos boucles vous manquent et vous souhaitez un retour au naturel !

Si vous avez les cheveux raides ou que vous êtes en pleine transition pour retrouver vos boucles, vous cherchez peut-être des astuces pour avoir de belles boucles. Si vous faites vos ondulations avec un fer à lisser, pensez à bien utiliser un protecteur de chaleur en amont. Mais il existe aussi des ustensiles originaux pour faire vos boucles.

Pour une option sans chaleur, notre rédactrice beauté, Manon, a déjà partagé sa super astuce avec une ceinture de peignoir. Cette fois, on a repéré une nouvelle technique toute simple qui nécessite un seul accessoire : un chouchou.

La technique du chouchou pour

des boucles sans chaleur dès le réveil

Elle a récemment posté une vidéo sur laquelle elle détache ses cheveux après avoir utilisé cette technique et obtient de superbes ondulations type wavy qui tombent en cascade. Elle clame que pour ce résultat, il lui a fallu 3 minutes pour se coiffer avant d'aller au lit.

Pour cela, elle se saisit d'un chouchou, type scrunchy. Elle précise qu'elle en a choisi un plus large que la moyenne pour pouvoir boucler tous ses cheveux mais qu'il est possible d'en prendre deux et de diviser sa chevelure en deux sections.

Elle commence par brosser ses cheveux, et rappelle que l'on peut y appliquer un produit de soin sans rinçage pour les

discipliner si besoin. Elle bascule ensuite sa tête en avant et relève sa chevelure en une queue-de-cheval très haute, en passant simplement le chouchou sans faire de tours. Elle sépare ensuite les longueurs en deux puis prend la première mèche qu'elle enroule autour du chouchou en passant par dessous. Elle précise qu'elle serre un peu pour obtenir de belles ondulations (attention à ne pas pour autant trop tirer, cela risquerait d'être inconfortable et d'abîmer vos cheveux).

Elle procède ensuite à la même chose de l'autre côté, et fixe le tout avec un élastique pour être sûre que la coiffure tienne bien en place. Cette dernière étant sur le haut de la tête, cela ne devrait pas vous gêner pour dormir, quelle que soit votre position.

Chine : Près de 150 personnes mortes ou disparues après les catastrophes naturelles

Après la pluie, le bilan. Les autorités chinoises ont annoncé ce vendredi que les catastrophes naturelles avaient fait 147 morts ou disparus en juillet dans le pays, touché par des pluies d'une ampleur historique dans la région de Pékin. « 147 personnes ont été tuées ou ont disparu en raison de catastrophes », a déclaré le ministère de la Gestion des urgences, qui évoque également « 703.000 personnes relogées en urgence » avec plus de 2.300 habitations détruites et des pertes économiques estimées à 2,2 milliards de dollars.



Des zones entières du nord de la Chine étaient encore plongées début août sous des eaux brunâtres charriant des tonnes de déchets, après les pluies d'une

ampleur historique qui ont frappé des jours durant Pékin et ses environs, dans le sillage de la tempête Doksuri.

Des précipitations d'une intensité jamais relevée

Le typhon Doksuri, rétrogradé en tempête, avait balayé la Chine après avoir frappé les Philippines voisines. Le service météorologique de Pékin avait annoncé mercredi que les pluies ayant frappé la capitale chinoise ces derniers jours avaient été les plus fortes depuis le début des relevés, il y a 140 ans.

L'Arabie saoudite se voit en médiatrice avec une réunion sur l'Ukraine

La riche monarchie du Golfe a invité une trentaine de pays pour discuter de la paix en Ukraine, mais les attentes restent limitées quant aux résultats de cette énième initiative.

L'Arabie saoudite accueille à partir du samedi 5 août une réunion sur l'Ukraine, une nouvelle tentative d'imposer sa puissance internationale, même si les attentes restent limitées quant aux résultats de cette énième initiative de paix. La riche monarchie du Golfe a annoncé vendredi soir la venue de « conseillers de sécurité de pays frères » pour discuter de la « crise ukrainienne », lors de cette réunion de deux jours à Jeddah, sur la mer Rouge, sans dévoiler le nom des États y participant. Cette réunion reflète, selon

l'agence de presse officielle SPA, la « disponibilité du royaume à exercer une mission de bons offices pour contribuer à trouver une solution qui conduira à une paix permanente ».

Une trentaine de pays, sans la Russie, ont été invités, selon des diplomates tenus au courant des préparatifs et qui ont requis l'anonymat. Selon eux, Riyad tient particulièrement à recevoir le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, membres des Brics (avec la Russie) qui, contrairement aux Occidentaux, n'ont pas pris partie pour l'Ukraine sans toutefois soutenir l'invasion russe lancée en février 2022. Critiquée



par les pays occidentaux pour son refus de condamner la Russie, la Chine sera représentée à la réunion de Jeddah par son émissaire pour l'Ukraine, Li Hui. Pékin s'est dit déterminé à « continuer de jouer un rôle constructif pour un règlement politique de la crise ukrainienne ». L'Inde et l'Afrique du Sud ont aussi fait savoir qu'elles participeraient.

Niger: à Niamey, la détresse des démocrates

Dans les rues de Niamey, et plus particulièrement encore dans les manifestations de soutien au coup d'État, de nombreux habitants ont déjà enterré la démocratie.



Il ne fait pas bon d'être démocrate au Niger. Mercredi 26 juillet, le Niger a basculé dans l'incertitude quand la garde présidentielle a entrepris de renverser le président élu, Mohamed Bazoum, pour y installer le Conseil national de sauvegarde de la patrie (CNSP), un gouvernement militaire. À Niamey, les démocrates font profil bas. Si quelques-uns ont pris la parole publiquement pour critiquer le putsch militaire dans les premiers jours du coup d'État, ils se font désormais discrets. « On nous a demandé de nous taire, de ne pas prendre la parole en public », explique un militant de la société civile qui préfère rester anonyme.

Personnalité de la société associative locale, il a appris les événements comme tous les Nigériens, le mercredi matin, quand la rumeur faisait état d'un coup de force de la garde présidentielle. S'il s'est toujours plutôt considéré comme un opposant du PNDS, le parti du président déchu, Mohamed Bazoum, la possibilité d'un renversement, par des militaires, des autorités...

Au moins onze morts et une trentaine de disparus après un impressionnant glissement de terrain en Géorgie

Un éboulement est survenu jeudi dans la région de Ratcha, dans le Nord-Ouest, où se trouvent de nombreuses stations touristiques.

Au moins onze personnes ont été tuées et des dizaines sont portées disparues après un glissement de terrain dans la région montagneuse de Ratcha, dans le nord-ouest de la Géorgie, ont indiqué vendredi 4 août les autorités de ce pays du Caucase.

« Les corps de 11 personnes ont été retrouvés dans le cadre de l'opération de recherches et de sauvetage », a indiqué le ministère géorgien de l'Intérieur. Un précédent bilan faisait état de sept morts. « C'est une situation très difficile », a reconnu devant la presse le premier ministre géorgien, Irakli Garibachvili, qui s'est rendu sur les lieux.

Une trentaine de personnes portées disparues

Selon lui, les secouristes cherchent encore une trentaine de personnes portées disparues après l'éboulement survenu jeudi 3 août dans cette région, où se trouvent de nombreuses stations touristiques. « Un travail actif est en cours », a souligné le premier ministre géorgien, Irakli



Garibachvili, en précisant avoir ordonné à l'armée géorgienne de rejoindre les opérations de recherches.

Le glissement de terrain s'est produit jeudi 3 août, après plusieurs jours de pluies torrentielles, près d'un hôtel à Chovi, une petite station touristique située dans les montagnes de la région de Ratcha. Il a endommagé des chalets, des lignes électriques, des routes et des ponts.

« Nous avons survécu de manière miraculeuse », a déclaré l'une des rescapées, Mariam Berianidzé, 26 ans, citée par des médias géorgiens, en affirmant avoir passé « deux heures à moitié enterrée » dans l'éboulement.

PROF. MAHMOUD AL DOSSARY
شيخ محمد الدوسري
FROM DAMMAM - SAUDI ARABIA
08 - 25 AUGUST 2023

Date	Time	Place	Lecture
Tuesday 08 Aug	Maghrib	Jumman Mosque Mahabour	الغفلة اسبابها وبعدها Negligence: its reasons and cures
	Esha	Dar ul Arafim Paine Magnien	قولوا جز من الله في اليوم Lessons and wisdom from the calamity of Anyouba (AS)
Wednesday 09 Aug	Maghrib	Masjid Qurtuba Port-Louis	عقوبة ترك الصلاة The abandonment of prayer
	Esha	Masjid Qurtuba Port-Louis	ثمار الإفراط The fruits of voracity
Thursday 10 Aug	Maghrib	Masjid Jama'atu Arafyall Muslimeen Barmassein	حقوق الزوجات The rights of spouses
	Esha	Masjid Al Anstar Cherin Grenier	الاعتداء والسيطرة الغير المشروعة Shoving off: the hidden polytheism
Friday 11 Aug	Jumman	Sunnat Mosque Goodlands	الجنة والجنة Paradise: the ultimate happy destination
Saturday 12 Aug	Maghrib	Leboudonrais College V.D. Pretres	عشرة أمور لا تكثر منها Ten things to not overdo
	Esha	Leboudonrais College V.D. Pretres	البراءة من جسد العمل You reap what you sow
Sunday 13 Aug	Maghrib	Masjid Al Wudai Port-Louis	حق المسلم على المسلم The rights of a Muslim over another
	Esha	Masjid Residence 32, Paul & Virginie Port-Louis	المسلم بين الخوف والرجاء The Muslim lives between the states of fear and hope
Wednesday 16 Aug	Maghrib	Masjid Qurtuba Port-Louis	وأولئك الذين استجابوا لله وآياته And (He) bestowed upon you His favours, both apparent and unapparent
	Esha	Masjid Qurtuba Port-Louis	استجابوا من الله في حبه Oh Muslims! Be faithful in front of Allah
Thursday 17 Aug	Maghrib	Masjid Dar ul Haq Mon. St Andre	فهم القرآن The wisdom of provision
	Esha	Masjid Seed Bir Must Terre Rouge	أخطاء المسلمين The errors of Muslims
Friday 18 Aug	Jumman	Masjid Al Bahrah Race	الرحمة بين الجيران Kindness towards neighbours
	Esha	Hotel Residence La Rue Harris Ward 4	عظات في سورة البقرة Lessons and wisdom from the two sons of Adam
Sunday 20 Aug	9 am - 4 pm	Radical Hall Port-Louis (Registration Compulsory)	CONFERENCE من رزاقكم الله في سورة البقرة Outstanding stories from Surah Al Baqara
Friday 25 Aug	Jumman	Masjid Zammam Valley Des Pretres	المسلم بين الخوف والرجاء The Muslim lives between the states of fear and hope

CDI Islamic Center

FOR MORE INFORMATION PLEASE CONTACT CDI OFFICE : 275307 - 52, LA PAIX STREET, PORT LOUIS

SISTERS ARE INVITED

Le PSG est sur le point de signer Gonçalo Ramos

À la recherche d'un numéro 9, voyant la piste Harry Kane tourner de manière défavorable, le PSG va se rabattre sur le Portugais, Gonçalo Ramos.

À un peu moins d'un mois de la fin du mercato, le PSG est dans l'urgence et se doit de rapidement renforcer son secteur offensif après le départ de Messi, et la mise à l'écart de Kylian Mbappé. En effet, bien que les préceptes de jeu de Luis Enrique soient déjà visibles, le matches amicaux du club la capitale ont exposés des faiblesses inhérentes à ce secteur du jeu, face à des clubs de moindre envergure -hors Inter Milan- Les Parisiens jouent bien, mais ne sont pas assez tranchants, et peinent à se montrer dangereux dans les derniers mètres.

Le seul attaquant de pointe de métier n'est autre qu'Hugo Ekitiké, qui marque des points en cette pré-saison, mais nul doute que cela sera bien insuffisant pour la suite, lui qui a vécu une bien difficile première saison à Paris.

La priorité du club pour le poste de numéro 9 était, et est encore Harry Kane, mais le capitaine des Three Lions privilégie un départ de Tottenham vers le Bayern, et attend que les longues négociations entre le club allemand et les Spurs aboutissent.

Pas de drame en soit, malgré la «pénurie» à ce poste, il reste encore des cibles «crédibles» sur le marché des transferts. C'est en ce sens que le PSG est en train de s'activer pour conclure le transfert de Gonçalo Ramos en provenance du Benfica Lisbonne.

Selon la presse Portugaise, assez unanime sur le dossier, le PSG a un accord avec G.Ramos, et a transmis une offre de 80 millions d'euros -65 millions et 15 de bonus- au Benfica. Offre qui devrait satisfaire le club portugais.

Mais le pensionnaire du Parc des Princes ne s'arrête pas là, puisque la presse française s'accorde également à dire que le club souhaite recruter deux buteurs, et que Randal Kolo Muani pourrait

venir compléter l'effectif parisien dans la foulée.

Une arrivée du français depuis Francfort permettrait également aux Rouge et Bleu de se mettre en bonne position face aux règles UEFA qui exigent qu'un certain nombre de joueur formé au PSG ou en France, fasse partie de la liste des joueurs inscrits pour la Ligue des Champions.

Un processus déjà bien entamé puisque Lucas Hernandez a rejoint le club cet été, que Dembélé va signer sous peu, et que des jeunes «Titi» parisiens tels que Warren



Zaire-Emery sont en bonne position pour se faire leur place dans l'effectif, vu la carence qualitative au milieu de terrain.

Du Barça au Betis et à l'Arabie Saoudite en 4 jours



Alex Collado a été le protagoniste de l'un des mouvements les plus surprenants de ce mercato estival. Il a signé libre en faveur du Betis en provenance du FC Barcelone le jeudi 27 juillet avant d'être de signer son prêt à Al-Okhdood en première division du championnat d'Arabie saoudite, le 31 juillet.

Alex Collado est aujourd'hui l'un des candidats au titre de la recrue la plus aléatoire de l'été. Non pas en raison de son arrivée au Real Betis en provenance de Barcelone, où il n'avait pas sa place, mais en raison de son départ surprenant pour l'Arabie saoudite quatre jours plus tard.

Son contrat avec le Barça expirait en 2024, mais le jeune espagnol a renoncé à une grande partie de son salaire pour arriver en tant qu'agent libre au Benito Villamarín, bien que les Azulgranas aient conservé 30 % de ses droits.

Collado avait joué pour Grenade et Elche lors des deux dernières saisons, toutes deux en

Liga, avec peu de minutes et une relégation en deuxième division à chaque fois. Malgré cela, le Betis croit en son potentiel et finit par le faire signer le jeudi 27 juillet.

Jusque-là, rien de plus normal. Mais ce lundi, une surprise, dont la rumeur circulait déjà dimanche, a été révélée. Le milieu de terrain sera prêté la saison prochaine à Al-Okhdood. Il s'agit d'une équipe récemment promue dans la nouvelle Ligue saoudienne, qui ne recherche pas seulement des joueurs de renom, mais aussi d'autres pièces moins luxueuses, mais qui ne manquera pas d'élever le niveau du championnat.

À 24 ans, Collado a l'occasion de s'imposer dans un championnat qui aura les yeux rivés sur lui et d'être, pour la première fois, indispensable dans une équipe professionnelle. Il a à peine dépassé les 1 000 minutes en 17 matches avec Grenade, contre 767 en 16 matches avec Elche.

Mais pourquoi Ousmane Dembélé a voulu partir ?

Ousmane Dembélé voulait quitter le FC Barcelone et c'est ce qu'il a dit à Xavi lors d'une conversation privée. Il lui a expliqué, selon AS, qu'il aimerait continuer à gagner des titres, «mais dans un environnement sain», ce qui n'est pour lui pas le cas actuellement.

Xavi a confirmé en conférence de presse après la victoire contre l'AC Milan que Dembélé souhaitait quitter le Barça : «Il m'a dit qu'il n'y aura de retour en arrière», a déclaré l'entraîneur avec insistance. «AS» affirme avoir plus d'informations sur la conversation entre le manager et le joueur. «Je veux rester ici et gagner des titres, mais dans un environnement plus sain», lui aurait dit le Français.

Dembélé était quelque peu mécontent de son entourage au Barça et de son environnement, bien qu'il n'ait pas cité de noms à Xavi à cet égard.

Selon la source citée plus haut, Ousmane s'est ouvert à ses coéquipiers. «Il y a toujours des gens qui me balancent des conneries. Je ne vais pas attendre qu'ils me coupent la tête. Personne ne se moque de moi», aurait-il déclaré dans le vestiaire.

L'ailier a fait comprendre à Xavi que l'argent n'était pas la chose la plus importante pour lui, mais il est trop blessé par le manque de confiance du club.

Dembélé a remercié l'entraîneur pour son traitement «toujours irréprochable» et pour lui avoir fait confiance alors que tout le monde pensait qu'il était «mort».



Aslam Mohabuth : Ce 'fighter' ceinture marron qui met au tapis les ceintures noires

Il a 28 ans et les ceintures noires ne lui font pas peur. Aslam Mohabuth est remonté sur un tatami après neuf ans sans compétition. Ce détenteur d'une ceinture marron dit avoir subi une préparation intense avant la compétition de Kyokushinkai à Cote d'Or le 30 juillet dernier.

Il a pris part à des combats dans la catégorie des moins de 70 kilos, faisant face à trois adversaires qui sont tous des ceintures noires. Aslam ne les a pas seulement battus, mais il a aussi décroché le titre du meilleur combattant dans sa catégorie.

Cet adepte des arts martiaux a débuté dans cette discipline en 2009. Policier

de profession et père de famille, il juge que le soutien de la famille est important. « *Mo madame comprend mwa ek mo coach oci inn bien aide mwa pu sa tournoi la, mo ti aret fer Karate enn lepok, mo ti lance mwa dans semi marathon, mais apres soutient psychologique la famille, monn prepar mwa bien pu remonte lor tatami* », dit le champion.

Le sportif, membre du dojo de Triolet, dit avoir effectué des entraînements de 4 heures par jour, 6 jours sur 7, pendant trois mois.

Notons qu'Aslam a décroché une médaille et deux trophées lors du tournoi du 30 juillet.



En images



Le club des footballeurs vétérans du 'Golden Stars' a rendu hommage à un grand nom du football mauricien, l'ancien joueur de Dodo et de la sélection de Maurice, Fabien Bathfield, au stade Sir Winston Churchill (Vélodrome) à Curepipe.

Arnau Tenas signe au PSG

Libre de tout contrat après son départ du FC Barcelone, le jeune gardien espagnol formé à la Masia a signé pour trois saisons en faveur du Paris Saint-Germain.

Luis Enrique tient enfin sa doublure au poste de gardien de but. Libre de tout contrat après son départ du FC Barcelone, Arnau Tenas a signé pour trois saisons en faveur du Paris Saint-Germain.

Le gardien espagnol, formé à la Masia et capitaine de la sélection espoir espagnole, a décidé de refuser l'offre de prolongation proposée par le Barça.

Le gardien de 22 ans, qui n'a jamais évolué en pro malgré plusieurs convocations de Xavi, arrive pour occuper un poste de deuxième voire gardien derrière Donnarumma. Keylor Navas devrait quitter le club avant la fin de l'été.

Les premiers mots de Tenas en tant que nouveau joueur du PSG :

« Je suis très heureux de rejoindre ce très grand club et de faire partie de la famille des gardiens de but du Paris Saint-Germain. De très bons gardiens ont marqué l'histoire du PSG. J'ai évidemment aussi une grosse pensée pour Sergio Rico. »



Ruben Blanco signe définitivement à l'OM

Prêté la saison dernière à l'OM par le Celta Vigo, le gardien espagnol s'est engagé pour trois saisons en faveur de Marseille. Il sera la doublure de Pau Lopez.

Ruben Blanco est définitivement un joueur de l'Olympique de Marseille. Prêté la saison dernière par le Celta Vigo, le gardien espagnol s'est engagé pour trois saisons, soit jusqu'en 2026.

Le gardien de 28 ans, auteur de 7 matchs avec Marseille la saison passée, aura pour rôle d'être la doublure de son compatriote Pau Lopez.

L'Espagnol quitte le Celta Vigo après 10 saisons et 142 matchs avec l'équipe première.



SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

FORMULE 1

Marko : « Pérez s'est réveillé de son rêve de titre mondial »

Sauf cataclysme, le titre mondial est désormais hors de portée de Sergio Pérez, mais Helmut Marko se déclare satisfait de son pilote.

Quatre-vingt-quatre : c'est le nombre de points marqués par Sergio Pérez lors de sept derniers Grands Prix, quand son coéquipier Max Verstappen, invaincu, en engrangeait 195. S'il a un temps fait illusion dans la course au titre, Pérez n'a pas tardé à rentrer dans le rang à cause de quelques fautes de pilotage et contre-performances majeures en qualifications. Les rumeurs se sont emballées sur son avenir, alors que Daniel Ricciardo ne cache pas considérer son nouveau baquet chez AlphaTauri comme un tremplin pour revenir chez Red Bull.

Qu'en pensent les dirigeants de la marque au taureau ? « Nous avons un contrat avec Pérez jusqu'à fin 2024 », assurait Helmut Marko, conseiller sportif de Red Bull, à **Motorsport.com** en marge du Grand Prix

de Belgique. « Il est deuxième au Championnat du monde. Pourquoi aurions-nous besoin d'agir ? Il s'est désormais réveillé de son rêve de titre mondial. Peut-être que ça va l'aider à se reconcentrer pour être aussi performant que possible. »

« Il fait de très bonnes courses, il dépasse bien. Mais il y a les erreurs en qualifications, ça a toujours été sa

faiblesse », a souligné Marko, alors que Pérez a enchaîné cinq Grands Prix consécutifs sans atteindre la Q3. « Même lors de nos qualifications junior à Estoril il y a longtemps – Ricciardo et Pérez étaient très jeunes à l'époque – nous avons simulé des runs de qualifications et des longs relais. Ils étaient les plus rapides, mais Pérez n'était pas au niveau en qualifications. »



Infrastructures et plafond budgétaire : les discussions « tournent en rond »

James Vowles concède que les discussions cruciales de vendredi visant à permettre aux écuries d'investir davantage dans leurs infrastructures « ont tourné en rond ».

Avec une usine qui n'est pas au niveau de celles de la concurrence, Williams est la principale voix demandant davantage de marge de manœuvre au niveau du plafond budgétaire pour l'amélioration des infrastructures, afin de se mettre

au niveau des références que sont Red Bull et Mercedes. D'autres comme Alpine, McLaren, Alfa Romeo et AlphaTauri souhaitent également pouvoir investir dans une moindre mesure.

La Commission F1, lors de sa réunion de vendredi à Spa-Francorchamps, a évoqué un abattement pour toutes les équipes ainsi qu'une option alternative qui verrait les projets tel qu'un nouveau simulateur ou un

nouveau banc d'essai pour les boîtes de vitesses être évalués au cas par cas.

Cependant, après une série de votes, aucune décision n'a été prise. Le comité de conseil financier va en discuter davantage, et un autre vote devra avoir lieu d'ici fin octobre.

« Si je remonte au 20 février, quelques jours après mes débuts ici, c'est le premier jour où j'ai clairement fait savoir que Williams avait besoin d'aide », indique Vowles. « Nous ne pouvons pas nous battre aux avant-postes avec les infrastructures que nous avons à l'usine. Cela reste le cas à ce jour. Ça n'a pas changé. »

« C'est malheureux et décevant, franchement, que cinq mois plus tard nous soyons dans une situation où cette réunion a encore, je dirais, tourné en rond. Et d'une certaine manière, c'est inévitable, car tout le monde dans cette pièce veut s'assurer de ne pas y perdre par rapport aux autres. Il n'y avait aucun moyen de réussir. »



Mercedes doute sur les raisons du marsouinage à Spa

Mike Elliott, Chief Technical Officer de Mercedes F1, a confié que l'équipe n'était pas encore certaine de l'origine du marsouinage de ses monoplaces lors du Grand Prix de Belgique.

Avec la modification du Règlement Technique effectuée cette saison, Mercedes est considérablement moins touché par le marsouinage, phénomène aérodynamique qui avait miné sa campagne 2022. Mais au Grand Prix de Belgique, Lewis Hamilton et George Russell ont tous deux signalé un marsouinage important.



Mike Elliott, responsable technique de l'équipe allemande, a expliqué que Mercedes devait encore déterminer si ce problème était spécifique au circuit ou aux réglages, étant donné que le format sprint n'a offert qu'une seule séance d'essais libres, sur piste mouillée de surcroît.

« Nous avons assurément eu beaucoup de rebonds ce week-end. Les deux pilotes nous l'ont dit et nous avons pu le constater sur les données », a-t-il indiqué. « Nous pouvions également voir beaucoup de rebonds sur les autres voitures et je pense qu'une partie de cela est due à la nature du circuit de Spa. En fait nous avons eu d'énormes rebonds l'année dernière, comme la plupart des équipes. »

« En termes de performance, cela affecte assurément la performance des voitures parce que cela affecte la capacité des pilotes à extraire le maximum d'adhérence de la voiture, leur équilibre et leur capacité à freiner au bon moment. »

En ce qui concerne l'enquête menée par Mercedes, Elliott a ajouté : « C'est un point sur lequel nous allons travailler à l'avenir. Nous devons nous demander quelle est la part d'implication du circuit [dans le marsouinage] et quelle est celle des réglages, car c'était évidemment un week-end sur le mouillé, un week-end où nous n'avons pas roulé sur le sec jusqu'au moment de la course. »

[Premier League] Arsenal v/s Manchester City

Le championnat redémarre !

Le stade de Wembley accueille le traditionnel lever de rideau de la Premier League dimanche après-midi, alors qu'Arsenal et Manchester City renouvellent les hostilités avec le Community Shield en jeu.

Les Citizens entrent dans l'épreuve de force après une défaite 2-1 face à l'Atletico Madrid lors de leur dernier match amical, tandis que leurs homologues du nord de Londres ont conservé l'Emirates Cup en battant Monaco.

Alors que les triples vainqueurs de Pep Guardiola se délectaient de leurs célébrations effrénées plus tôt cet été, Arsenal a pu applaudir tranquillement le prix de consolation d'une place dans le Community Shield grâce à sa deuxième place lors de la campagne de Premier League 2022-23.

Alors qu'une capitulation tardive a vu Arsenal établir un nouveau record de 248 jours au sommet sans graver son nom sur le trophée, la campagne de la ligue des Gunners a dépassé toutes les attentes placées devant eux au début de la campagne, et l'équipe de Mikel Arteta pourrait encore être récompensés pour leurs efforts avec une tranche d'argenterie le dimanche.

Arsenal a déjà ajouté un honneur de plus à son cabinet cet été, défendant la couronne amicale de la Coupe des Emirats mercredi grâce à une victoire aux tirs au but contre les puissances de la Ligue 1 Monaco, qui a tenu les Gunners à un match nul 1-1 avant qu'Aaron Ramsdale n'empêche Takumi Tentative de 12 verges de Minamino.

Mettant également cinq buts devant Barcelone et les MLS All-Stars de part et d'autre d'une défaite 2-0 contre Manchester United – qui pourrait principalement être attribuée à des erreurs individuelles – Arsenal cherche maintenant un 17e titre de Community Shield, ce qui les ferait passer Liverpool en pur et simple. deuxième place derrière les 21 de Man United.

Ces dernières années, Arsenal a développé un penchant pour la version anglaise de la Super Coupe, remportant chacun de ses quatre derniers matches du Community Shield – le plus récent ayant vu Liverpool aux tirs au but en 2020 – et seuls deux de ses 10 derniers matches de ce type se sont soldés par une défaite.

L'histoire d'amour d'Arsenal avec le Community Shield est donc bien documentée, mais Arteta ne se fera aucune illusion sur le fait que ses accusations posséderont l'étiquette d'outsider contre Man City, même si les préparatifs des Sky Blues pour le nouveau mandat laissent à désirer.

Fort de son formidable trio de trophées lors d'une saison historique 2022-23, Man City s'est lancé dans une tournée au Japon et en Corée du Sud, ouvrant avec une victoire de huit buts sur Yokohama F. Marinos malgré trois brèches dans la journée.

Les retrouvailles de Guardiola avec les anciens employeurs du Bayern Munich ont également été une affaire joyeuse pour le Catalan, qui a orchestré une victoire 2-1 à Tokyo, mais à peine quatre jours plus tard, son équipe s'est décollée contre l'Atletico Madrid de Diego Simeone en Corée du Sud à la fin de Juillet.

Memphis Depay et Yannick Carrasco ont fait les dégâts avant la consolation de Ruben Dias à la 85e minute, mais Man City a eu amplement le temps de réfléchir à ce passage à tabac alors qu'ils partent à la recherche d'un septième titre du Community Shield, mais ils ont perdu les deux dernières éditions. du choc de la Super Coupe à Leicester City et Liverpool respectivement.

Le succès du Community Shield d'Arsenal en 2015 a vu l'équipe d'Arsène Wenger battre Man City 3-0, dirigé par Manuel Pellegrini, mais les Gooners n'auront pas besoin de se rappeler comment leur équipe bien-aimée s'est comportée lors d'affrontements plus récents avec les champions d'Europe, qui ont battu les hommes d'Arteta. huit fois de suite depuis les demi-finales de la FA Cup 2019-2020 à Wembley.